

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/34

15 mai 2003

(03-2584)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA RÉUNION DU 27 MARS 2003

Note du Secrétariat¹

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa trente-quatrième réunion ordinaire le 27 mars 2003 sous la présidence de M. Magdi Farahat (Égypte). L'ordre du jour de la réunion reproduit dans l'aérogamme WTO/AIR/2054 a été adopté avec l'adjonction de trois questions relevant de l'article 18:6 de l'Accord: i) Nouvelle-Zélande – États-Unis: Ventes de lait écrémé en poudre subventionnées par les États-Unis; ii) Thaïlande – États-Unis: Versements dans le cadre du soutien interne du riz – Violation de la clause de paix; et iii) Thaïlande – Inde: Subventions internes et subventions à l'exportation concernant le riz.

PREMIÈRE PARTIE: LE PROCESSUS D'EXAMEN

A. QUESTIONS INTÉRESSANT LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS QUI S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFORME (ARTICLE 18:6)

a) Argentine: Communautés européennes – Versements effectués dans le cadre de programmes de limitation de la production

2. L'Argentine a rappelé qu'à la réunion du Comité qui avait eu lieu en septembre 2002, elle avait demandé aux Communautés européennes qu'elles donnent des éclaircissements concernant la compatibilité des paiements compensatoires accordés aux producteurs ayant une superficie ne dépassant pas celle nécessaire pour produire 92 tonnes de céréales, non soumis à l'obligation de gel des terres, avec un programme de limitation de la production et avec les dispositions de l'article 6:5 de l'Accord. Les Communautés européennes avaient répondu que la limitation de la production était efficace parce que les versements étaient plafonnés en fonction d'une superficie fixe et qu'ils étaient calculés sur une base régionale garantissant leur limitation (G/AG/R/32, page 29).

3. L'Argentine a demandé des explications supplémentaires concernant le Règlement n° 1765/92:

- i) Les CE pouvaient-elles indiquer dans quelle mesure la production des produits faisant l'objet des versements visés à l'article 6:5 de l'Accord avait été limitée depuis 1992? Les CE ont répondu que la production pendant la période considérée avait été limitée par la législation arrêtée en 1992, qui fixait toutes les conditions pour que l'article 6:5 a) soit respecté. Cette législation était intégralement appliquée depuis la campagne de commercialisation 1995-1996 (Voir les Règlements n° 1765/92, 1766/92, 2066/92 et 2069/92).

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

Cultures arables

- ii) Les CE pouvaient-elles indiquer le nombre d'hectares ayant bénéficié, depuis 1992, des paiements compensatoires institués, selon le cas, par le Règlement n° 1765/92 ou le Règlement n° 1251/99 et le nombre d'hectares ayant bénéficié depuis 1992 du "régime général" et du "régime simplifié" (article 2, paragraphe 5, du Règlement n° 1765/92); et pouvaient-elles indiquer si le nombre maximal d'hectares pouvant bénéficier de ces paiements directs avait été modifié depuis 1992? En réponse, les CE ont communiqué un tableau (voir l'Appendice en page 52) et ont fait remarquer que la superficie de base avait été réduite par étapes de 53,561 à 53,522 millions d'hectares.
- iii) Les CE pouvaient-elles indiquer quel était le plafond pour le nombre d'hectares bénéficiant des paiements et quelles mesures avaient été adoptées durant la période de mise en œuvre de l'Accord pour vérifier qu'aucun versement dépassant les superficies de base régionales n'avait été effectué en vertu de ces deux Règlements? Les CE ont répondu qu'elles appliquaient un système de contrôle intégré institué par le Règlement n° 3508/92 du Conseil, selon lequel tous les bénéficiaires et toutes les surfaces éligibles étaient individuellement recensés. Le système de contrôle intégré avait été appliqué pendant toute la période de mise en œuvre de l'Accord.
- iv) Les CE pouvaient-elles indiquer quels étaient les rendements régionaux de base servant à calculer les paiements compensatoires par hectare prévus par les Règlements n° 1765/92 et 1251/99 du Conseil? Les CE ont répondu que les rendements régionaux avaient été initialement fixés par le Règlement n° 1237/95 et qu'ils avaient ensuite été révisés à l'Annexe IV du Règlement n° 2316/99 de la Commission.
- v) En ce qui concerne le "régime général" prévu par les Règlements n° 1765/92 et 1251/99 (gel des terres) du Conseil, les CE pouvaient-elles indiquer les superficies cultivées respectivement en céréales, oléagineux et protéagineux qui avaient été utilisées comme base pour calculer la réduction minimale de 15 pour cent prévue à l'article 7, paragraphe 1 du Règlement n° 1765/92? Les CE ont répondu que le gel des terres était appliqué en proportion de la superficie utilisée pour des cultures arables et pour laquelle une demande était faite, conformément au Règlement n° 1765/92. Le pourcentage s'appliquait à la superficie cultivée, non à des cultures spécifiques.
- vi) Les CE pouvaient-elles indiquer quelle était la superficie des terres en jachère depuis la campagne de commercialisation de 1993-1994? En réponse, les CE ont communiqué un tableau (voir l'Appendice en page 52).
- vii) Les CE pouvaient-elles indiquer quels systèmes de contrôle efficaces avaient été appliqués pour vérifier que les superficies mises en jachère temporaire étaient bien destinées à un usage autre que la consommation humaine ou animale (article 7, paragraphe 4 dudit Règlement)? Les CE ont renvoyé aux Règlements n° 334/94, 1586/97 et 2461/99, qui fixaient les modalités d'application relatives à l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits destinés à des fins principales autres que la consommation humaine ou animale.
- viii) Les CE pouvaient-elles indiquer comment il était satisfait à la prescription énoncée à l'article 6:5 a) ii) de l'Accord compte tenu de l'article 6, paragraphe 1, du Règlement n° 1251/1999 du Conseil, qui ramenait à 10 pour cent le pourcentage de gel des terres? Les CE ont répondu que l'article 6:5 a) ii) n'était pas applicable dans ce cas.

Les CE pouvaient-elles expliquer comment l'autorisation de modifier le pourcentage de gel des terres prévue à l'article 11 du Règlement n° 1251/1999 était compatible avec l'obligation contenue à l'article 6:5 a) ii) de l'Accord? En réponse, les CE ont renvoyé à leur réponse précédente.

- ix) Les CE pouvaient-elles indiquer, pour ce qui concernait le Règlement n° 1765/92 du Conseil, qui prévoyait le retrait obligatoire de la production d'un pourcentage prédéterminé de terres pour pouvoir bénéficier des paiements compensatoires dans le cadre du régime général, comment ces paiements étaient compatibles avec un programme de limitation de la production puisque les petits producteurs bénéficiant du "régime simplifié" n'étaient pas tenus de geler des terres et que le paiement compensatoire pour les céréales était effectué pour la superficie totale, indépendamment de la culture. Les CE pouvaient-elles indiquer si le "régime simplifié" était toujours en vigueur? Les CE ont répondu que les paiements étaient calculés sur la base d'une superficie régionale fixe et des rendements fixes. Le système simplifié avait été remplacé par le dispositif prévu à l'article 6, paragraphe 7, du Règlement n° 1251/99.

Élevage

- x) Les CE pouvaient-elles communiquer le nombre d'unités d'élevage de chaque type servant de base pour les paiements directs prévus à l'article 6:5 de l'Accord, et si ces chiffres avaient été modifiés depuis 1992? En réponse, les CE ont fourni un tableau (voir l'Appendice en page 52).

4. L'Argentine a fait observer, à titre préliminaire, au sujet de la réponse 3 i) ci-dessus, qu'elle ne partageait pas l'opinion des CE selon laquelle les paiements, du seul fait qu'ils étaient conformes à l'article 6:5 a), pouvaient être considérés comme limitant la production; c'est pourquoi elle demandait des données chiffrées sur la production. Les CE ont répondu que les paramètres pertinents étaient la superficie et le rendement, non les niveaux réels de production.

b) *Australie: Communautés européennes – Modalités de la politique concernant le sucre*

5. L'Australie a demandé aux CE des éclaircissements concernant les *notifications relatives à leurs subventions à l'exportation* pour le sucre (tableaux ES:1 et ES:2 des documents G/AG/N/CEE/5/Rev.1, 11, 20, 23, 32 et 36), à savoir: i) subventions directes à l'exportation payées annuellement (colonne 2 du tableau ES:1) sur les quantités totales notifiées dans la colonne 3 du tableau ES:2; ii) dépenses annuelles des CE affectées au sucre (paragraphe 6 de l'annexe contenant la désignation des produits dans la liste des CE) s'ajoutant aux dépenses notifiées dans la colonne 3 du tableau ES:1; iii) quantités et dépenses relatives au sucre, s'ajoutant aux produits relevant du chapitre 20 du Code du SH (paragraphe 6 de l'annexe à la liste); iv) la quantité et les dépenses affectées aux produits contenant du sucre visés par le paragraphe 19 de l'annexe; v) quantités et dépenses annuelles pour le sucre exporté équivalant aux importations en provenance des pays ACP et de l'Inde; vi) quantités annuelles importées des pays ACP et de l'Inde (en équivalent sucre blanc); vii) en ce qui concerne les quantités annuelles importées des pays ACP, la répartition des quantités importées dans le cadre du régime préférentiel et du régime préférentiel spécial prévus aux articles 35 et 39 du Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil; viii) une répartition des dépenses budgétaires annuelles pour les restitutions à l'exportation pour l'équivalent du sucre importé dans le cadre des régimes prévus aux articles 35 et 39 du Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil; ix) les subventions versées pour le transport intérieur et le fret respectivement de sucre C et de sucre des contingents A et B, y compris les subventions versées pour l'équivalent des importations de sucre ACP et de sucre indien (colonne 6 du tableau ES:1); et x) subventions versées pour le transport et le fret internationaux de sucre des contingents A et B et du sucre C.

6. Les CE ont répondu que toutes les subventions à l'exportation avaient été notifiées dans les tableaux correspondants des notifications citées par l'Australie en respectant pleinement les engagements de réduction pris par les CE. Au sujet du point vi), les CE ont répondu que les importations originaires des pays ACP et de l'Inde représentaient environ 1,6 million de tonnes par an. Pour ce qui était du point vii), les CE ont renvoyé l'Australie à la note de bas de page n° 1 dans la partie IV, section II de la liste CXL.

7. L'Australie a demandé des éclaircissements concernant *les notifications relatives aux contingents tarifaires et autres* G/AG/N/EEC/1/Add.2, 3, 4, 8, 16, 22, 27, 29 et 34, à savoir: i) quantités annuelles de sucre (en équivalent sucre blanc) importées des pays ACP et d'Inde dans le cadre des contingents tarifaires relevant, respectivement, a) de la position tarifaire 1701 (sucre de canne ou de betterave) et b) de la position tarifaire 1701 11 10 (sucre brut de canne destiné à être raffiné). Les CE ont répondu que les importations avaient été notifiées dans les notifications pertinentes du tableau MA:2. Elles ont rappelé que les contingents étaient de 1 304 700 tonnes pour la position 1701 du SH (sucre de canne ou de betterave) et de 85 463 tonnes pour la position 1701 11 10 du SH (sucre brut de canne destiné à être raffiné). Ces contingents avaient été intégralement utilisés (voir également G/AG/N/EEC/42). Dans le cadre du contingent tarifaire mentionné dans la partie a) de la question, 10 000 tonnes étaient importées d'Inde, et le reste des pays ACP. Dans le cadre du contingent tarifaire mentionné dans la partie b) de la question, aucune des importations ne provenait d'Inde ou des pays ACP.

8. L'Australie a aussi demandé des éclaircissements concernant la MGS par produit dans les *notifications relatives au soutien interne* G/AG/N/EEC/12, 16, 26, 30 et 38, et, en particulier, si les notifications présentées dans les tableaux explicatifs 2 et 3 comprenaient le soutien relatif au sucre pour l'équivalent des importations originaires des pays ACP et de l'Inde. Les CE ont répondu que, en général, le soutien du secteur du sucre notifié était calculé sur la base de la différence de prix pour le sucre A et B de production intérieure; le sucre C n'était pas subventionné et n'était donc pas repris dans la notification.

c) Canada et États-Unis: Mexique – Interdiction visant les importations de haricots secs

9. Le Canada a déclaré que, le 23 janvier 2003, le Mexique avait suspendu les importations de haricots secs comestibles en provenance du Canada. Lorsque la suspension était entrée en vigueur, six chargements de haricots étaient partis pour le Mexique, et étaient arrivés à la frontière où ils étaient retenus. Le Mexique n'avait prévu aucune disposition concernant les cargaisons en route. Le Canada, qui estimait que l'interdiction appliquée par le Mexique depuis un mois et demi était arbitraire et incompatible avec les obligations commerciales du pays, demandait des éclaircissements sur les points suivants: i) les raisons justifiant la suspension par le Mexique des importations de haricots secs comestibles provenant du Canada; ii) les raisons pour lesquelles le Mexique n'avait pas notifié au préalable la suspension des importations; iii) comment le Mexique justifiait la suspension par rapport à ses obligations dans le cadre de l'OMC; et iv) quand le Mexique leverait la suspension. Le Canada demandait que soient immédiatement libérées les cargaisons retenues et que des assurances lui soient données quant au fait que les expéditions pouvaient reprendre. Le Canada passait par ailleurs en revue les possibilités dont il disposait dans le cadre de l'OMC.

10. Les États-Unis ont déclaré que, le 22 janvier 2003, le gouvernement du Mexique avait interdit les importations de haricots secs originaires des États-Unis. En dépit des assurances données par des fonctionnaires du gouvernement mexicain, le 25 février 2003, selon lesquelles l'interdiction serait levée immédiatement, les cargaisons américaines de haricots secs étaient toujours retenues à la frontière, ce qui entraînait des frais de surestarie dans l'attente de leur admission. Les États-Unis demandaient au gouvernement du Mexique de lever immédiatement l'interdiction injustifiée des importations de haricots secs en provenance des États-Unis.

11. Le Nicaragua a déclaré que, sans préjudice des procédures engagées par le gouvernement nicaraguayen conformément au Mémorandum d'accord de l'OMC sur les règles et procédures régissant le Règlement des différends, il s'associait aux déclarations des États-Unis et du Canada. Le Nicaragua signalait que les problèmes d'accès au marché mexicain remontaient à août 2001, date à laquelle ses exportations vers le Mexique avaient été suspendues. Le Nicaragua considérait comme arbitraires et discriminatoires les mesures prises par le Mexique.

12. Comme il l'avait évoqué dans sa demande de consultations formelles en vue de régler ce différend (WT/DS284/1), le Nicaragua a indiqué que, en ce qui concernait l'administration des procédures prévues par la norme officielle 006-FITO-95 publiée au *Diario Oficial de la Federación* (Journal officiel) le 26 février 1996, en vigueur depuis le 27 février 1996 et dûment notifiée au Comité SPS le 4 septembre 1995 sous la cote G/SPS/N/MEX/68, il était particulièrement préoccupé par le refus des autorités mexicaines de communiquer aux importateurs nicaraguayens les conditions SPS applicables pour l'importation de haricots noirs. Le Nicaragua était aussi préoccupé par le fait que les autorités mexicaines compétentes accordaient un traitement plus favorable dans l'administration de ces procédures aux produits similaires originaires de pays autres que le Nicaragua, que les prescriptions phytosanitaires spécifiques pour l'importation de haricots noirs en provenance du Nicaragua n'étaient pas publiées, ni les règles, prescriptions et procédures concernant l'adjudication du contingent de haricots du Nicaragua. Le Nicaragua considérait que ces mesures entraînaient l'annulation et la réduction de ses droits en tant que Membre de l'OMC et demandait aux autorités mexicaines compétentes de s'acquitter de leurs obligations pour résoudre ce problème, qui avait porté atteinte aux producteurs du Nicaragua et au développement de ce secteur important de son économie.

13. Le Mexique a dit regretter de n'être pas en mesure de répondre à ce stade mais a promis de donner une réponse dès que possible.

d) Communautés européennes: États-Unis – Soutien prévu par le Projet de loi de finances pour 2003

14. Les CE ont déclaré qu'elles étaient préoccupées par le fait qu'un montant de 3,1 milliards de dollars prévu dans le Projet de loi de finances pour 2003 venait s'ajouter au soutien des États-Unis au secteur agricole. Ce soutien était manifestement en contradiction avec les déclarations proférées auparavant par les États-Unis à l'appui de leur Projet de loi agricole, par lesquelles ils affirmaient alors qu'ils mettraient un terme aux mesures d'intervention d'urgence. Pour ce qui était des mesures arrêtées, les CE demandaient aux États-Unis qu'ils fournissent les éclaircissements suivants:

i) *Versements en cas de perte de récolte* (article 202): Les États-Unis pouvaient-ils indiquer comment ce soutien serait notifié; quelles catastrophes donnaient aux agriculteurs le droit d'être indemnisés de leurs pertes dans le cadre de cette mesure; quels étaient les critères de déclaration des zones sinistrées; quelle était la surface estimée de la zone déclarée comme zone sinistrée par rapport à la superficie agricole totale; dans quelle mesure les bénéficiaires des versements pour perte de récolte bénéficiaient-ils aussi de versements à ce même titre pour des campagnes antérieures; la somme des revenus de la commercialisation et des versements publics, y compris les versements découplés, perçus par les producteurs des zones sinistrées excédait-elle leurs revenus habituels calculés sur l'historique de leur production; et pour quelles raisons les États-Unis indemnisaient-ils les agriculteurs pour des pertes au-delà des risques que les agriculteurs eux-mêmes étaient prêts à prendre, à en juger par leurs polices d'assurance sur les récoltes?

Les États-Unis ont répondu qu'aucune décision n'avait été prise jusque-là concernant le classement de ces programmes aux fins de leur notification. Les mesures proposées pour la mise en œuvre de ce nouveau pouvoir statutaire étaient en cours d'examen auprès de l'Exécutif de l'Administration américaine. À l'exception de ce que prévoyait la loi, les critères

étaient arrêtés dans le cadre des modalités d'application. Les comtés sinistrés représentaient plus des deux tiers de la totalité des comtés des États-Unis. La liste de ceux qui avaient été déclarés sinistrés en 2001 ou en 2002 pouvait être consultée à l'adresse suivante: <http://disaster.fsa.usda.gov/usdapprimarydes0319.pdf>. Les bénéficiaires ne seraient pas connus avant la mise en application du programme. Selon la Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture, les sommes versées aux agriculteurs en cas de perte de récolte cumulées avec l'assurance des récoltes et les versements NAP ne pouvaient être supérieures à 95 pour cent de ce que chaque producteur aurait perçu en l'absence de perte de récolte. La Loi de 2003 sur l'aide à l'agriculture prévoyait une aide en faveur des producteurs qui avaient subi des pertes dues à des catastrophes climatiques ou à d'autres situations d'urgence (voir également la page Internet <http://disaster.fsa.usda.gov/disasact03.pdf>).

ii) *Aide à l'élevage* (article 203): Les États-Unis pouvaient-ils indiquer comment ce soutien serait notifié; si le Programme d'indemnisation de l'élevage avait été étendu aux agriculteurs de comtés qui n'avaient pas demandé à être désignés comme sinistrés avant la date limite, et, pour le Programme d'aide à l'élevage, comment la perte de pâturage par agriculteur avait été établie?

Les États-Unis ont répondu qu'aucune décision n'avait encore été prise quant au classement de ces programmes aux fins de leur notification. L'article 203 d) 1) de la loi spécifiait que la date d'entrée en vigueur était la date finale de désignation comme "comté sinistré". Pour ce qui concernait les pertes de pâturage, la question serait arrêtée dans les modalités d'application de la loi.

iii) *Écoulement d'urgence des excédents, Versements pour le tabac* (articles 204 et 205): Les États-Unis pouvaient-ils faire savoir comment ce soutien serait notifié. Ils ont répondu qu'aucune décision n'avait encore été prise quant au classement de ces programmes aux fins de leur notification.

15. Les CE ont indiqué qu'elles suivraient cette question à mesure que des renseignements et la législation pertinente seraient communiqués. Elles ont par ailleurs demandé des éclaircissements supplémentaires sur les raisons pour lesquelles la liste des États touchés par la sécheresse comprenait tous les États à l'exception du Wisconsin. L'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili et le Taipei chinois ont dit qu'ils aimeraient avoir davantage de renseignements à ce sujet.

e) Nouvelle-Zélande: États-Unis – Aide alimentaire – Compatibilité avec l'article 10:4 de l'Accord

16. La Nouvelle-Zélande a déclaré que les États-Unis avaient annoncé en décembre 2002 leur intention de faire don aux pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, à titre d'aide alimentaire, de plus de 24 000 tonnes de lait écrémé en poudre, prélevées sur leurs réserves non commerciales. La Nouvelle-Zélande a demandé les éclaircissements suivants: i) comment les États-Unis avaient-ils fait en sorte que cette aide alimentaire ne supplante pas les transactions commerciales normales, y compris les importations et la production intérieure de lait écrémé en poudre de ces pays; ii) la compatibilité de ces dons avec les prescriptions contenues à l'article 10:4 de l'Accord, y compris le système des importations commerciales habituelles sur ces marchés et les quantités réelles affectées à chacun d'eux; et iii) comment les dons respectaient-ils les autres "Principes d'écoulement des excédents et obligations consultatives" de la FAO.

17. Les États-Unis ont répondu que ces dons étaient conformes aux dispositions de l'article 10:4 de l'Accord. Cette opération était un don et n'était pas liée aux exportations commerciales de produits américains. Ils avaient l'intention de notifier *a posteriori* cette opération par l'intermédiaire du Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents de la FAO, ce qui satisfaisait à l'obligation de

notifier les transactions passées avec des œuvres de bienfaisance privées. Le système des importations commerciales habituelles, défini par le Sous-comité consultatif de l'écoulement des excédents, ne se prêtait pas à cette opération. Le don était conforme aux principes du Sous-comité en ce qu'il ne porterait pas atteinte à la production locale. Il n'affecterait pas non plus les marchés commerciaux parce que les produits seraient livrés à des bénéficiaires qui n'avaient pas les moyens d'acheter aux conditions commerciales. Ce don était pleinement conforme au principe de la "consommation supplémentaire".

18. La Nouvelle-Zélande a rappelé que les États-Unis avaient notifié au Registre fédéral, en octobre 2002, qu'ils offriraient à titre d'aide alimentaire 200 000 tonnes de lait écrémé en poudre pendant l'année civile 2003. Elle demandait aux États-Unis qu'ils communiquent la part actuelle de la quantité totale qu'ils avaient distribuée jusque-là à titre d'aide alimentaire ou qu'ils prévoyaient de distribuer dans l'année à venir et sur quels marchés. Les États-Unis ont répondu qu'ils avaient annoncé, en octobre 2002, que 200 000 tonnes étaient disponibles pour l'aide alimentaire. Jusque-là, ils en avaient distribué environ 66 000 tonnes. La quantité totale distribuée comprenait le don de 24 000 tonnes dont il était question ci-dessus.

19. La Nouvelle-Zélande a dit qu'elle craignait qu'il ne s'agisse d'un contournement des engagements et a fait observer que c'était une question importante pour les négociations actuelles. L'Australie et les CE souscrivaient à la déclaration de la Nouvelle-Zélande. L'Argentine a demandé des renseignements concernant la destination des 66 000 tonnes d'envois d'aide alimentaire mentionnés plus haut. Les États-Unis se sont engagés à donner une réponse.

f) États-Unis: Inde – Prix de référence fixe pour les huiles végétales

20. Les États-Unis ont fait savoir que, le 2 septembre 2002, l'Inde avait introduit un régime de valeur de base pour les importations d'huile de soja. Selon ce régime, l'Inde avait fixé une valeur de base à l'importation de 542 dollars EU par tonne. Le 3 décembre 2002, l'Inde avait relevé la valeur de base à l'importation de l'huile de soja à 600 dollars par tonne, ce qui dépassait la valeur c.a.f. actuelle. À cette valeur c.a.f., l'Inde appliquait son taux de droit consolidé de 45 pour cent, si bien que le taux de droit imputé était supérieur au taux consolidé. Compte tenu du fait qu'elle avait relevé la valeur minimale à l'importation de l'huile de soja de 542 dollars à 600 dollars EU par tonne entre septembre et décembre 2002, les États-Unis supposaient que l'Inde avait fixé des critères de révision de la valeur. Or, depuis décembre 2002, les prix mondiaux de l'huile de soja avaient diminué sans que l'Inde réduise en conséquence la valeur minimale à l'importation de l'huile de soja. Les États-Unis demandaient des éclaircissements concernant le fonctionnement de ce régime d'évaluation, à savoir: i) le barème de prix pour l'huile de soja, le fret et l'assurance utilisé par le gouvernement indien pour calculer les valeurs c.a.f. minimales; ii) l'intervalle de révision de la valeur; iii) la méthode de révision utilisée pour faire en sorte que le tarif imputé par l'Inde ne dépassait pas son taux consolidé de 45 pour cent; et iv) tout autre critère utilisé pour établir et annoncer une détermination finale de changement de la valeur minimale à l'importation.

21. L'Inde a répondu que la valeur de base à l'importation de l'huile de soja était calculée à partir de la tendance des cours internationaux rapportés dans des journaux de réputation internationale de manière à niveler les fluctuations excessives des prix au comptant. De plus, la valeur de base à l'importation était ajustée de temps à autre à la hausse ou à la baisse en fonction des mouvements des cours internationaux de l'huile de soja, et ne pouvait être qualifiée de "valeur minimale à l'importation". Les tendances des cours internationaux étaient analysées à intervalle hebdomadaire. Le taux de droit appliqué aux importations d'huile de soja était de 45 pour cent et l'Inde ne voyait pas par quelle méthode les États-Unis étaient arrivés à la conclusion que le taux appliqué était supérieur au tarif consolidé de 45 pour cent pour l'huile de soja.

g) Nouvelle-Zélande – États-Unis: Ventes subventionnées de lait écrémé en poudre des États-Unis

22. La Nouvelle-Zélande a indiqué que les États-Unis avaient conçu un nouveau régime pour réduire les stocks de lait écrémé en poudre. Si elle avait bien compris, la Commodity Credit Corporation (CCC), pour assurer une partie des paiements de fromage destiné aux repas scolaires, utilisait une "vente inversée" de lait écrémé en poudre. Le lait écrémé en poudre acheté par CCC à 0,8 dollar EU par livre était vendu aux fournisseurs de fromage au prix de 0,4 à 0,5 dollar EU par livre à titre de paiement du fromage. Le lait écrémé en poudre pouvait être employé pour la fabrication de fromage ou vendu soit sur le marché intérieur, soit sur les marchés internationaux. La Nouvelle-Zélande demandait des éclaircissements sur les modalités de ce programme et voulait savoir comment il serait notifié au Comité. Étant donné que ces questions avaient été portées à leur connaissance tardivement, les États-Unis se sont engagés à y répondre ultérieurement.

h) Thaïlande – États-Unis: Versements à titre de soutien interne pour le riz – Violation de la clause de paix

23. La Thaïlande a rappelé qu'elle avait soulevé, à la réunion du Comité de novembre 2002, une question intéressant la mise en œuvre, conformément à l'article 18:6, concernant les versements effectués par les États-Unis pour le soutien interne du riz en violation de la clause de paix (voir le document G/AG/R/33, paragraphe 19 et l'Appendice joint). En particulier, la Thaïlande demandait des éclaircissements aux États-Unis sur le point de savoir s'ils réduiraient le niveau de leurs versements à titre de soutien interne du riz pour le ramener au moins au niveau de 1992. Elle a aussi demandé si la Secrétaire à l'agriculture des États-Unis était autorisée par la nouvelle Loi de 2002 sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural à mettre en œuvre un tel projet.

24. Les États-Unis ont répondu que le soutien concernant le riz était prévu dans le projet de loi sur l'agriculture de 2002 et que son niveau effectif dépendait des conditions du marché. Ils tenaient à respecter leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Ils convenaient que les programmes notifiés dans la catégorie orange étaient, par définition, source de distorsions dans les échanges. Cela soulignait combien il importait d'arriver, dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, à un accord sur l'agriculture qui donne des résultats ambitieux et convergents dans les négociations en cours.

i) Thaïlande – Inde: Subventions internes et subventions à l'exportation concernant le riz

25. La Thaïlande a également rappelé qu'elle avait soulevé, conformément à l'article 18:6, une question concernant le soutien interne et les subventions à l'exportation accordées par l'Inde lors de la réunion du Comité de septembre 2002 (voir le document G/AG/R/32, paragraphe 26). La Thaïlande demandait à l'Inde de répondre à ses questions le plus rapidement possible.

26. En réponse à la question sur les subventions concernant le riz posée par la Thaïlande à la trente-deuxième session du Comité, l'Inde a indiqué qu'elle donnerait la réponse dès qu'elle l'aurait reçue de la capitale.

B. EXAMEN DES NOTIFICATIONS

a) Notifications au sujet desquelles des questions ont été soulevées avant la parution de l'aérogramme convoquant la réunion

27. Le Comité a examiné les notifications ci-après, telles qu'elles figurent sur la liste reproduite dans l'ordre du jour:

- i) notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): El Salvador (SLV/16) et Thaïlande (THA/45);
- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Barbade (BRB/8), Communautés européennes (EEC/42), Nouvelle-Zélande (NZL/32), Norvège (NOR/38), Afrique du Sud (ZAF/46) et États-Unis (USA/42);
- iii) notifications concernant les engagements de soutien interne (tableau DS:1): Australie (AUS/41/Rev.1), Barbade (BRB/7 et BRB/11), Canada (CAN/49), Chypre (CYP/12), République tchèque (CZE/45), Inde (IND/2), Afrique du Sud (ZAF/44) et États-Unis (USA/43);
- iv) notifications concernant des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Canada (CAN/50), République tchèque (CZE/46), Communautés européennes (EEC/39 et EEC/41), République slovaque (SVK/36) et Slovénie (SVN/24); et
- v) notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Norvège (NOR/40).

28. Les points particuliers soulevés au sujet des notifications énumérées ci-dessus et les réponses qui y ont été apportées sont résumés dans la première partie de l'annexe au présent rapport.

b) Notifications au sujet desquelles aucune question n'a été soulevée à l'avance

29. Le Comité a pris note des notifications ci-après, qui avaient été distribuées avant la date de parution de l'avis annonçant la réunion en cours, mais au sujet desquelles aucune question n'avait été soulevée à cette date au titre des procédures de travail du Comité:

- i) notifications concernant l'administration des contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Pologne (POL/55), Afrique du Sud (ZAF/45), Suisse (CHE/13/Add.4) et États-Unis (USA/45);
- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): République tchèque (CZE/47);
- iii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): République tchèque (CZE/44); Guatemala (GTM/24)7; Japon (JPN/80); Nouvelle-Zélande (NZL/31); Nicaragua (NIC/9); Thaïlande (THA/44) et États-Unis (USA/44);
- iv) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Argentine (ARG/20); Hong Kong, Chine (HKG/15); Macao, Chine (MAC/13); Nouvelle-Zélande (NZL/33); Norvège (NOR/36/Corr.1 et

NOR/41); Pologne (POL/46/Corr.1); République slovaque (SVK/35/Rev.1) et Slovénie (SVN/21/Rev.1);

- v) notifications concernant des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Argentine (ARG/19) et Nouvelle-Zélande (NZL/34);
 - vi) notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Bulgarie (BGR/6); Cuba (CUB/20 et CUB/21); Estonie (EST/9); Guatemala (GTM/23); Hong Kong, Chine (HKG/14); Macao, Chine (MAC/12); Nouvelle-Zélande (NZL/35); Nicaragua (NIC/10) et Thaïlande (THA/43).
- c) Notifications distribuées ou mises à la disposition des délégations après la parution de l'aérogamme convoquant la réunion

30. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des notifications ci-après, qui seront également examinées en détail à la réunion suivante conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail (G/AG/1):

- i) Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Israël (ISR/27).
 - ii) Notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Israël (ISR/28);
 - iii) Notifications concernant les engagements en matière de soutien interne (tableaux DS:1 et DS:2): Bulgarie (BGR/7);
 - iv) Notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Trinité-et-Tobago (TTO/3); et
 - v) Notifications concernant les prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1): Moldova (MOL/2).
- d) Points concernant des notifications soulevés aux réunions précédentes

31. Aucune discussion n'a eu lieu sur ce point de l'ordre du jour.

e) Contre-notifications (article 18:7 de l'Accord)

32. Le Comité a pris note de ce qu'aucune contre-notification n'avait été reçue en application de l'article 18:7 de l'Accord.

f) Réponses tardives aux questions soulevées dans le cadre du processus d'examen

33. Un résumé des réponses tardives, reçues de la Chine concernant sa notification selon le tableau MA:1 (CHN/1) et de la Tunisie concernant la notification de ses subventions à l'exportation (TUN/25) est reproduit dans la deuxième partie de l'annexe au présent rapport.

g) Notifications tardives

34. Le Comité a pris note du document de salle daté du 26 mars 2003 mis à la disposition des délégations par le Secrétariat et faisant le point sur le respect des obligations en matière de notification.

h) Addenda aux notifications sous la forme du tableau MA:1

35. Le Président a rappelé que la Conférence ministérielle de Doha avait avalisé la recommandation que le Comité continue de suivre la mise en œuvre de la décision prise en décembre 2000 par le Conseil général sur l'administration des contingents tarifaires (voir le paragraphe 1.1 du document WT/L/384). Il était entendu néanmoins que cette décision ne devait pas surcharger les pays en développement (voir le paragraphe 14 du document WT/GC/M/62).

36. Le Comité a pris note que les Membres administrant des contingents tarifaires nommés ci-après avaient présenté les addenda voulus aux notifications du tableau MA:1: Australie (G/AG/N/AUS/1/Add.1); Canada (G/AG/N/CAN/2/Add.2, 6/Add.1, 10/Add.1, 19/Add.1 et 45); République tchèque (G/AG/N/CZE/Rev.1/Add.1); Communautés européennes (G/AG/N/EEC/1/Add.2, 3/Add.1, 14/Add.1 et 15/Add.1); Hongrie (G/AG/N/HUN/1/Add.1, 5/Add.1, 8/Add.1, 13/Add.1 et 18/Add.1); Japon (G/AG/N/JPN/1/Add.1, 8/Add.1, 23/Add.2 et 57/Add.1); Lettonie (G/AG/N/LVA/1/Add.1); Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/1/Add.1); Norvège (G/AG/N/NOR/1/Add.1); Slovénie (G/AG/N/SVN/1/Add.1); Suisse (G/AG/N/CHE/13/Add.4); Thaïlande (G/AG/N/THA/38/Add.1); et États-Unis (G/AG/N/USA/2/Add.3 et 34/Add.1).

37. Le Président a prié instamment les Membres administrant des contingents tarifaires qui ne l'auraient pas fait de fournir leurs addenda aux notifications du tableau MA:1, conformément à la Décision du Conseil général (WT/L/384).

38. Le Président a souligné combien il importait que les Membres administrant des contingents tarifaires présentent à temps leurs notifications sous la forme des tableaux MA:1. Il était arrivé que des tableaux MA:1 soient notifiés pour signaler l'ouverture de contingents ou une modification de leur administration intervenue plusieurs mois plus tôt. Pour que les notifications aient une utilité, et conformément aux prescriptions énoncées dans le document G/AG/2, il fallait, dans le cas de premières notifications, que celles-ci soient faites avant l'ouverture du contingent et, en tout état de cause, au plus tard dans les 30 jours suivants, et dans le cas de notifications ponctuelles, avant la modification opérée et, en tout état de cause, au plus tard dans les 30 jours suivants.

DEUXIÈME PARTIE: AUTRES QUESTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU COMITÉ

A. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 10:2 DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE CONCERNANT L'ÉLABORATION DE DISCIPLINES CONVENUES AU NIVEAU INTERNATIONAL POUR RÉGIR L'OCTROI DE CRÉDITS À L'EXPORTATION, DE GARANTIES DE CRÉDITS À L'EXPORTATION OU DE PROGRAMMES D'ASSURANCE, COMPTE TENU DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 4 DE LA DÉCISION DE MARRAKECH SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

39. Le Président a rappelé qu'à la réunion de juin 2002 un questionnaire sur les crédits à l'exportation et les avantages connexes avait été distribué, et ceux des Membres qui étaient en mesure de le faire étaient invités à le remplir et à le renvoyer au Secrétariat. Celui-ci avait distribué les documents G/AG/W/56 daté du 27 octobre 2002 et Add.1 daté du 3 février 2003 dans lesquels étaient reproduites les réponses au questionnaire qui lui étaient parvenues jusque-là. Il n'y a eu aucun débat sur ce point de l'ordre du jour.

B. DÉCISION MINISTÉRIELLE DE MARRAKECH SUR LES MESURES CONCERNANT LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

a) Proposition concernant la suite à donner à la recommandation du Groupe interinstitutions tendant à examiner si le fonds autorenewable peut fonctionner comme un mécanisme de financement *ex ante*

40. Le Président a déclaré que ce point de l'ordre du jour concernait la recommandation figurant au paragraphe 168 b) du rapport du Groupe interinstitutions portant sur la faisabilité d'un mécanisme de financement *ex ante* pour les importateurs de produits alimentaires. Le Conseil général avait chargé le Comité de l'agriculture de poursuivre l'examen de cette question et de remettre un rapport d'activité après la réunion du Comité tenue en mars 2003. Le 28 octobre 2002, une proposition de création d'un mécanisme de financement *ex ante* avait été soumise par le Bangladesh, Cuba, l'Égypte, la Jordanie, le Kenya et Sri Lanka au nom des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) et des pays les moins avancés Membres de l'OMC (G/AG/W/58 et Corr.1).

41. Le Président a aussi déclaré qu'il avait depuis organisé une série de consultations informelles afin d'examiner la proposition, au cours desquelles les PDINPA auteurs de la proposition avaient donné des réponses écrites aux 21 questions posées par les pays donateurs. La proposition avait aussi été débattue à la dernière réunion du Comité, en novembre. Les consultations avaient certes été utiles pour étudier et préciser certains détails techniques du mécanisme de financement *ex ante* proposé, mais elles avaient aussi permis de mettre au jour les grandes divergences d'opinion qui subsistaient entre les membres donateurs et les auteurs de la proposition. En particulier, les pays donateurs n'étaient pas convaincus que l'idée de financement *ex ante* par un fonds autorenewable soit une solution réaliste pour répondre aux besoins futurs de financement à court terme des PMA et des PDINPA. Pour leur part, ces pays laissaient entendre qu'ils étaient prêts à envisager d'autres solutions que le fonds autorenewable. Les PDINPA, quant à eux, se sont dits frustrés par le rythme et la direction des consultations.

42. À l'issue des consultations informelles, il était clair que les pays donateurs n'étaient pas favorables à la création d'un mécanisme de financement *ex ante*. Cela étant, le Président a proposé au Comité de l'agriculture d'envisager de poursuivre et d'élargir la recherche de solutions dans le cadre de la décision de Marrakech sur les PDINPA en s'appuyant sur les travaux déjà réalisés à cet égard. Ce processus pourrait permettre au Comité de trouver de nouvelles voies qu'il pourrait être intéressant d'explorer.

43. Sur la base de la proposition du Président, le Comité est convenu d'organiser une table ronde à la mi-mai qui aurait le mandat suivant:

- i) étudier, dans le contexte de la décision de Marrakech sur les PDINPA, la nécessité de mettre en place un filet de sécurité pour aider les PMA et les PDINPA pendant le processus de réforme devant aboutir à une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, y compris en examinant des critères objectifs pour déterminer l'existence d'un besoin et des mécanismes de déclenchement;
- ii) à la lumière du point i) ci-dessus, trouver des mécanismes appropriés dans le cadre de la Décision de Marrakech sur les PDINPA en tenant compte de leur faisabilité d'un point de vue technique et de leurs incidences financières et institutionnelles sur les donateurs et les bénéficiaires potentiels.

44. Seraient invitées à désigner des experts pour participer à la table ronde les organisations suivantes: FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Conseil international des

céréales, FMI, CNUCED, PAM et Banque mondiale. Les Membres intéressés seraient aussi invités à y participer.

45. Le Comité a autorisé le Président à remettre un rapport d'activité concis et factuel sur cette question au Conseil général lors de sa réunion suivante prévue les 15 et 16 mai.

b) Examen de la liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

46. Le Comité a relevé qu'aux termes du paragraphe 3 de la Décision de novembre 1995 du Comité sur l'établissement par l'OMC d'une liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires aux fins de la Décision ministérielle de Marrakech, la liste devait être réexaminée par le Comité à ses réunions ordinaires en mars (voir le document G/AG/3). À cet égard, une demande avait été reçue de la Namibie. Les données statistiques pertinentes présentées par la Namibie conformément au paragraphe 2 de la décision du Comité sur l'établissement de la liste pouvaient être consultées à la Division de l'agriculture et des produits de base. Le Comité a décidé d'inclure la Namibie dans la liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de l'OMC (G/AG/5/Rev.6).

C. POINTS SOULEVÉS AU TITRE DES "AUTRES QUESTIONS"

a) Mesures appliquées par la République tchèque aux importations de viande de porc en provenance de Pologne

47. Dans le cadre des "Autres questions", la Pologne a appelé l'attention des participants sur l'application par la République tchèque de restrictions à l'importation de viande de porc en provenance de Pologne, devenues effectives le 25 mars 2003 (voir également G/AG/GEN/59, daté du 23 avril 2003). Selon la décision du gouvernement de la République tchèque, les expéditions de viande de porc originaires de Pologne dont la valeur déclarée était inférieure ou égale à 36 CZK/kg (soit environ 1,240 dollar EU/kg) étaient soumises à des droits additionnels sous la forme de droits *ad valorem* de 50 pour cent ou de droits spécifiques de 23 CZK/kg si ceux-ci étaient plus élevés. Le tarif consolidé actuel pour la viande de porc indiqué dans la Liste de la République tchèque était de 38,5 pour cent. La Pologne notait qu'il n'y avait pas eu de consultations et qu'aucune explication n'avait été donnée avant l'application de cette mesure concernant sa justification ou sa nature. La Pologne demandait instamment à la République tchèque de retirer immédiatement ses restrictions commerciales et de mettre ses mesures à l'importation en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

48. La République tchèque a confirmé l'application de la mesure commerciale corrective mentionnée par la Pologne sous la forme d'un droit additionnel à l'importation de viande de porc originaire de Pologne. La mesure était appliquée conformément aux dispositions de l'ALEEC, qui contenait la justification légale de la mesure prise et expliquait pour quelle raison les mesures ne s'appliquaient qu'à un seul pays. La République tchèque avait exercé le droit que lui conférait l'ALEEC de prendre des mesures lorsque les importations pouvaient provoquer des perturbations graves du marché tchèque. Dans le cas présent, la mesure avait été prise en réaction à un brusque accroissement des importations et à des signes manifestes que, selon toute probabilité, les importations de viande de porc originaires de Pologne se maintiendraient à un niveau élevé. La République tchèque a rassuré la Pologne quant au fait que le gouvernement tchèque n'épargnerait aucun effort pour clarifier la situation et rechercher une solution mutuellement acceptable avec la Pologne.

49. La Pologne, tout en reconnaissant l'importance des échanges préférentiels pour les relations commerciales, s'attendait, dans les circonstances décrites, à ce que la priorité soit accordée au rétablissement immédiat des conditions NPF conformément aux règles de l'OMC.

b) Date de la prochaine réunion

50. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra le 30 juin 2003. L'aérogramme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera publié le vendredi 20 juin 2003.

c) Élection du Président

51. Le Comité a réélu par acclamation M. Magdi Farahat, Égypte, comme Président du Comité jusqu'à la fin de la première réunion de l'année 2004, conformément à la règle 12 du Règlement intérieur du Comité (G/L/142).

ANNEXE

		<u>Page</u>
		Page
<u>Première partie</u>	<u>Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture le 27 mars 2003</u>	
i)	<u>Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1):</u> El Salvador (SLV /16) et Thaïlande (THA/45)	16
ii)	<u>Notifications concernant les importations relevant de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2):</u> Barbade (BRB/8), Communautés européennes (EEC/42), Nouvelle-Zélande (NZL/32), Norvège (NOR/38), Afrique du Sud (ZAF/46) et États-Unis (USA/42)	17
iii)	<u>Notifications concernant les engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1):</u> Australie (AUS/41/Rev.1), Barbade (BRB/7 et BRB/11), Canada (CAN/49), Chypre (CYP/12), République tchèque (CZE/45), Inde (IND/2), Afrique du Sud (ZAF/44) et États-Unis (USA/43)	21
iv)	<u>Notifications concernant des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de réduction (tableau DS:2):</u> Canada (CAN/50), République tchèque (CZE/46), Communautés européennes (EEC/39 et EEC/41), République slovaque (SVK/36) et Slovénie (SVN/24)	42
v)	<u>Notifications concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3):</u> Norvège (NOR/40)	47
<u>Deuxième partie</u>	<u>Réponses tardives à des questions posées aux réunions précédentes</u>	
i)	Questions concernant l'administration des contingents tarifaires: CHN/1 (G/AG/R/33, pages 14 et 15)	48
ii)	Questions concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation: TUN/25 (G/AG/R/30, page 50)	51
<u>Appendice</u>		
	Données communiquées par les CE conformément à l'article 18:6 de l'Accord au sujet de la question de l'Argentine: Communautés européennes – Versements effectués dans le cadre de programmes de limitation de la production	52

ANNEXE - PREMIÈRE PARTIE

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture le 27 mars 2003

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

Notifications selon le tableau MA:1

El Salvador G/AG/N/SLV/16 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande – Préciser comment le recours à l'adjudication publique comme moyen de répartition des contingents se justifie au regard des règles de l'OMC, y compris l'article II du GATT, et si des frais d'adjudication sont demandés et de quel montant. Quelles sont les mesures prises pour éliminer les obligations d'achat de produits nationaux dans l'attribution de contingents pour le fromage, c'est-à-dire l'obligation pour qui reçoit un contingent d'acheter au moins 10 000 bouteilles par jour de lait de production nationale.</p> <p>A rappelé que la Nouvelle-Zélande avait posé, à la réunion du Comité en juin 2002, des questions analogues portant sur le document G/AG/N/SLV/10 (concernant l'administration du contingent tarifaire de fromage pour l'année civile 2002), et qu'elle attendait toujours la réponse à ces questions.</p> <p>El Salvador n'a pas présenté de notification selon le tableau MA:2 depuis 1997, et quel effet l'adjudication et l'obligation d'achat de produits nationaux ont-elles sur le taux d'utilisation du contingent?</p>	<p>El Salvador s'est engagé à donner une réponse dès que possible.</p>

Thaïlande G/AG/N/THA/45 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>CE – À propos du contingent tarifaire de lait et de crème, 10 870 tonnes (soit 5 400 + 5 470 tonnes) sur 73 000 tonnes ont été attribuées "aux personnes morales produisant pour l'exportation". Cela signifie-t-il que 10 870 tonnes des quantités attribuées dans le cadre de ce contingent n'entrent jamais vraiment sur le marché thaïlandais.</p> <p>Observation complémentaire des CE – Ont demandé s'il y avait une obligation de réexportation.</p>	<p>Les 10 870 tonnes de lait écrémé attribuées aux personnes morales étaient utilisées comme matière première pour la fabrication de produits tels que biscuits, crèmes glacées et friandises. Elles faisaient donc partie du contingent tarifaire et entraient bien sur le marché thaïlandais.</p> <p>L'engagement pris par la Thaïlande pour le contingent tarifaire de lait écrémé s'élevait à 52 777,78 tonnes pour l'année 2002, mais les quantités importées étaient de 73 000 tonnes, soit supérieures de plus de 20 000 tonnes à l'engagement.</p> <p>La Thaïlande s'est engagée à donner une réponse.</p>

Notifications selon le tableau MA:2

Barbade G/AG/N/BRB/8 Utilisation du contingent tarifaire (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis – Pour plusieurs produits, notamment les œufs d'oiseaux en coquille, frais, à l'exclusion des œufs à couver (0407ex), les gombos (0709.00.3), les patates douces (0714.20) et les papayes (0807. 20), le contingent est considérablement sous-utilisé et les droits sont élevés. La Barbade envisage-t-elle de modifier l'administration de ces contingents ou de réduire les droits qui leur sont applicables?	La réponse à cette question est "non".

Communautés européennes G/AG/N/EEC/42 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – Faibles taux d'utilisation (inférieurs à 10 pour cent) pour une série de produits parmi lesquels le fromage, la viande, les œufs, et taux d'utilisation nul pour le blé dur et l'avoine. Quelle en est la raison? Les CE se sont-elles demandé s'il était nécessaire de maintenir un contingent tarifaire pour ces produits?</p> <p>Observation complémentaire de l'Australie – Les questions posées par l'Australie à plusieurs pays concernant le faible taux d'utilisation des contingents soulignent l'importance qu'elle attache à cette question dans le contexte des négociations sur l'agriculture. La transparence est une question importante car le faible taux d'utilisation peut avoir de multiples causes.</p>	<p>La faiblesse du taux d'utilisation du contingent de fromage résulte du manque d'intérêt des importateurs. Pour la viande et les œufs, les raisons peuvent être soit qu'il existe une offre suffisante à des prix attrayants sur le marché intérieur, soit le manque de qualités requises dans les pays fournisseurs. Pour le blé dur et l'avoine, ce taux est dû au fait que les taux hors contingent étaient nuls pendant la période concernée.</p> <p>Les contingents tarifaires ont été convenus lors du Cycle d'Uruguay et les CE ont l'intention de les conserver. Ils constituent des possibilités intéressantes d'accès au marché.</p> <p>En réponse, les CE ont indiqué que leurs contingents étaient transparents et que les raisons de leur sous-utilisation étaient indiquées ci-dessus. Elles convenaient qu'il s'agissait d'une question importante dans le contexte des négociations.</p>

Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/32 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis – Demandent des explications concernant le faible taux d'utilisation du contingent de cônes de houblon entiers.	Le taux d'utilisation actuel du contingent de cônes de houblon entiers correspond entièrement aux décisions d'importation prises par des négociants sur le marché. Le taux de droit appliqué est nul pour tous les produits du houblon et aucune restriction quantitative n'est imposée aux particuliers ou aux sociétés qui veulent importer du houblon. En d'autres mots, le contingent tarifaire fonctionne comme un régime purement tarifaire. La Nouvelle-Zélande est exportateur net de houblon.

Norvège G/AG/N/NOR/38 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis – Comment s'explique le faible taux d'utilisation du contingent de divers produits parmi lesquels la viande de porc congelée, la viande de volaille, le beurre, les œufs et le chou?	En général, les statistiques réelles d'importation reflètent l'intérêt commercial des différents produits, et il semble que les conditions du marché en 2001 n'aient pas favorisé l'utilisation des contingents pour tous les produits. Au début, plusieurs importateurs privés ont été intéressés par l'achat de parts de contingents, mais les conditions du marché intérieur ont changé, y compris la demande. De ce fait, les importateurs n'ont pas semblé juger intéressant du point de vue commercial d'utiliser leurs parts de contingents.
Question complémentaire des États-Unis – La Norvège envisage-t-elle d'abaisser les droits applicables aux contingents pour en augmenter le taux d'utilisation?	Les droits applicables aux contingents relevant de l'engagement d'accès minimal sont actuellement égaux au tiers des droits consolidés applicables hors contingent. À partir du 1 ^{er} juillet 2003, la Norvège réduira à titre autonome les droits applicables au contingent de 25 pour cent (à l'exception de ceux des contingents de viande ovine et de chou).

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/46 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/CE/États-Unis – Comment s'explique la sous-utilisation des contingents de lait frais, de crème et d'œufs?	<i>Lait frais et crème.</i> Il n'y a pas de contingents administrés pour ces produits car les droits appliqués sont nuls. <i>Œufs</i> (lignes tarifaires 04.07 et 04.08). Les droits applicables à la ligne tarifaire 04.07 sont nuls et il n'était pas nécessaire d'ouvrir un contingent. Toutefois, la ligne tarifaire 04.08 est soumise à un droit et un contingent a été mis en place. Aucune demande d'importation pour ce produit n'a été reçue en 2001.
Australie/CE – Comment s'explique la sous-utilisation du contingent de pommes de terre?	Le tarif appliqué est inférieur au tarif du contingent et il n'y a donc pas d'administration du contingent tarifaire de pommes de terre.
Australie/États-Unis – Comment s'explique la sous-utilisation du contingent de légumes secs?	Les demandes reçues d'importateurs ont été peu nombreuses. Les formalités administratives ne prohibent pas les importations. Les fluctuations monétaires peuvent avoir été à l'origine de la baisse du niveau des importations.
CE/Nouvelle-Zélande – Comment s'explique la sous-utilisation du contingent de lait en poudre, de beurre et de fromage?	Des permis ont été délivrés à des importateurs potentiels pour la quantité totale du contingent mais n'ont pas été utilisés. Selon les importateurs, les fluctuations monétaires ont été la raison principale de la faiblesse des importations dans le cadre du contingent.

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/46 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
CE/États-Unis – Comment s'explique la sous-utilisation du contingent de maïs?	Des permis ont été délivrés à des importateurs potentiels pour la quantité totale du contingent mais n'ont pas été utilisés en raison du niveau élevé de la production et de la baisse des prix en 2001.
Australie/États-Unis – Comment s'explique la sous-utilisation du contingent d'extraits de malt	Les demandes reçues d'importateurs ont été peu nombreuses. Les formalités administratives ne prohibent pas les importations. Comme dans le cas des légumes secs, les fluctuations monétaires peuvent avoir été à l'origine de la baisse du niveau des importations.
États-Unis – Comment s'explique la sous-utilisation du contingent tarifaire de graines de tournesol, de mélasse, de vinaigre et de viande bovine?	<p><i>Graines de tournesol.</i> Aucun contingent n'est administré pour les graines de tournesol puisque les tarifs appliqués sont égaux à ceux du contingent.</p> <p><i>Mélasse.</i> Le tarif appliqué est égal à zéro et aucun contingentement n'est donc pratiqué.</p> <p><i>Vinaigre.</i> Le tarif appliqué est inférieur à celui du contingent, et aucun contingentement n'est pratiqué.</p> <p><i>Viande bovine.</i> Des permis ont été délivrés à des importateurs potentiels pour la quantité totale du contingent mais n'ont pas été utilisés. Selon les importateurs, les fluctuations monétaires ont été la cause principale du faible taux d'utilisation.</p>
Observation complémentaire de l'Australie – A félicité l'Afrique du Sud pour les renseignements communiqués par produit, en toute transparence, et espère que cette manière de faire sera adoptée par d'autres Membres pour répondre à ce type de question.	

États-Unis G/AG/N/USA/42 Utilisation des contingents (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie – Faibles taux d'utilisation (inférieurs à 10 pour cent) pendant les deux années de la période considérée pour une série de produits, dont la crème déshydratée, les olives vertes séchées et le coton. Comment s'expliquent des taux d'utilisation aussi bas. Les États-Unis se sont-ils demandé s'il était nécessaire de maintenir un contingent tarifaire pour ces produits?	Des possibilités d'accès aux marchés pour ces produits ont été offertes pendant la période en question. Étant donné qu'il n'y a pas de mesures de restriction des importations et que la plupart de ces produits sont importés selon l'ordre d'arrivée des demandes, la sous-utilisation des contingents est liée aux conditions du marché. Pour certains produits dont l'importation dans le cadre du contingent est minime ou nulle, tels que les déchets de coton, le taux de droit appliqué au contingent est nul, et pour les olives vertes mûres, le taux hors contingent est plus faible que celui du contingent. Les États-Unis et d'autres Membres pourront avoir la possibilité d'élargir ou de supprimer les contingents sous-utilisés une fois convenues les

États-Unis G/AG/N/USA/42 Utilisation des contingents (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
	nouvelles modalités négociées.
<p>Japon – Le volume des importations contingentées de chaque produit en provenance du Mexique dans le cadre de l'ALENA est indiqué dans l'Addendum 1. Or, certaines données de l'Addendum 1 sont des données agrégées pour des groupes de produits (par exemple "beurre", dans l'Addendum 1, comprend le beurre, la crème déshydratée et l'huile butyrique ou succédanés du beurre, qui sont énumérés séparément dans le tableau principal MA:1). Le Japon ne peut donc évaluer précisément les taux d'utilisation de ces produits. Il demande que les États-Unis fournissent des données par produit pour les produits importés dans le cadre du contingent à l'Addendum 1.</p>	<p>Les États-Unis ne disposent pas de données toute faites par produit comme le demande le Japon parce que les contingents tarifaires pour le Mexique sont gérés par groupe de produits. Les statistiques d'importation du contingent tarifaire du Mexique ne sont établies que par groupe de produits. Les désignations de produit figurant dans les notifications selon le tableau MA:2 donnent une indication des produits compris dans chaque groupe.</p>

Notifications selon le tableau DS:1

Australie G/AG/N/AUS/41/Rev.1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>CE – <u>Soutien concernant le sucre</u></p> <p>L'Australie a notifié une MGS courante de 213,57 millions de dollars australiens, dont 16,13 millions de dollars de soutien pour le sucre sous forme de dons ont été éliminés selon la règle <i>de minimis</i> par produit. Quels sont les dons spécifiques compris dans ce chiffre?</p>	<p>Le 1^{er} septembre 2000, le Commonwealth a annoncé une série de mesures visant à pallier une conjonction exceptionnelle de circonstances défavorables dont ont été victimes les producteurs de sucre ces dernières années, parmi lesquelles la faiblesse des cours mondiaux due en partie aux politiques de soutien et de protection d'autres pays et les dégâts infligés aux cultures par des cyclones et des inondations, l'atteinte de la maladie de la rouille et l'infestation par les rats. Deux dons sont visés ici. Premièrement, dans le cadre du Programme d'aide à l'industrie sucrière (planteurs de canne à sucre) – Prêts bonifiés, une subvention était accordée aux planteurs de canne à sucre sous la forme de taux d'intérêt bonifiés sur les prêts d'un montant allant jusqu'à 50 000 dollars australiens pour replanter la canne à sucre pendant les campagnes agricoles de 2000 et 2001. L'Australie reconnaît que cette subvention n'est pas entièrement découplée parce que le producteur doit produire pour pouvoir bénéficier d'un versement. Toutefois, il s'agit d'un soutien à court terme et ciblé, à la différence des versements continus, systémiques et élevés, dépassant généralement les niveaux <i>de minimis</i>, fournis par les pays donnant un haut niveau de soutien et sur lesquels les agriculteurs comptent pour tirer une partie de leurs revenus réguliers. Deuxièmement, aux termes de la convention de prêt de la South Johnson Mill, un prêt a été accordé pour permettre la poursuite du fonctionnement de la sucrerie de South Johnson. Les planteurs remboursaient le prêt en déduisant 5 pour cent de leurs recettes brutes provenant de la canne à sucre. Enfin, comme l'indique la notification, les subventions représentaient au total 2,4 pour cent de la valeur brute de la production sucrière de 2000 et 2001, ce qui les place bien en dessous du niveau <i>de minimis</i> par produit.</p>

Barbade G/AG/N/BRB/7 et 11 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – <u>Titres du gouvernement dans le secteur sucrier</u></p> <p>Aux deux réunions de décembre 2001 et mars 2002 du Comité de l'agriculture, les États-Unis ont posé des questions concernant le soutien interne en faveur de l'industrie sucrière, notifié selon le tableau DS:1 dans le document G/AG/N/BRB/7, mais n'ont pas obtenu de réponse jusqu'ici. Ils demandaient des explications au sujet de deux notifications (tableau DS:1 dans le document G/AG/N/BRB/11 et tableau DS:1 dans le document G/AG/N/BRB/7), à savoir comment le soutien des activités autres que la culture dans le secteur sucrier accordé par le biais de titres garantis par le gouvernement répondait aux critères de l'annexe 2, paragraphe 2.</p>	<p>L'expression est impropre puisque les sommes profitent à l'agriculture en général, et pas seulement au sucre. L'expression est historique plutôt qu'elle n'indique qui bénéficie principalement des fonds. La Barbados Agricultural Marketing Corporation (BAMC) a des activités dans le secteur sucrier et d'autres secteurs. Les titres financent les activités autres que la culture de cet organisme qui, comme son nom l'indique, mène des activités en dehors de la culture sucrière. Ainsi, ces titres contribuent au financement des activités de R&D de la BAMC telles que l'essai de variétés, le programme de diversification et le développement du coton et, conformément à l'annexe 2, paragraphe 2, ils peuvent donc être inclus dans les services de caractère général.</p> <p>Les activités spécifiques comprennent:</p> <p><u>Recherche – conformément à l'annexe 2, paragraphes 2a) et 2b)</u></p> <p>La recherche principale est effectuée par l'Agronomic Research and Variety Testing Unit (ARVTU), située à Grooves, St. George. Elle porte sur diverses variétés de canne à sucre et leur adaptation à la production afin de sélectionner les variétés présentant les meilleures propriétés en termes de rendement, de teneur en saccharose et d'adaptation à la mécanisation de la récolte. L'unité procède aussi à des études sur les engrais pour déterminer les méthodes les plus efficaces et les résultats obtenus avec différents engrais dans des conditions diverses. La Sugar Cane Testing Research Unit (STRU) procède aussi à des essais sur la canne à sucre.</p> <p>Dans le cadre du programme de diversification, la BAMC poursuit activement des recherches concernant plusieurs cultures autres que la canne à sucre. Elle cultive le coton et dispose d'un programme de collaboration avec le Ministère de l'agriculture pour étudier les rendements, la densité de culture et la lutte contre les ravageurs et les maladies. Une collaboration active est également menée avec CARDI, qui étudie les ravageurs et les maladies de la canne à sucre, en s'intéressant particulièrement au charbon et au charançon de la canne à sucre.</p>

Barbade G/AG/N/BRB/7 et 11 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis (suite)	<p>Un programme est également mené en collaboration avec l'UWI pour étudier l'igname blanc (de Lisbonne). L'anthracnose est un problème critique pour l'igname à la Barbade. La collaboration a principalement pour but de juguler cette maladie et de produire du matériel de plantation indemne. Le développement de souches résistantes à l'anthracnose est également étudié. Environ 90 pour cent du matériel issu de ce programme est planté par la BAMC, qui mène par ailleurs deux études en collaboration avec le Ministère de l'agriculture sur l'oignon et la patate douce en étudiant les résultats de leur culture et la sélection de variétés résistantes aux maladies.</p> <p><u>Formation – Annexe 2, paragraphe 2 c)</u></p> <p>L'Agronomic Research and Variety Testing Unit (ARVTU) est aussi pleinement associée aux programmes de formation organisés pour les dirigeants de plantations indépendantes par le biais de séminaires et d'ateliers. Ces sessions de formation visent à mettre en lumière certains des résultats de la recherche effectuée par l'Unité et la manière de les appliquer sur le terrain. Il existe aussi une unité chargée spécialement de créer des programmes de formation pour les petits exploitants.</p> <p><u>Services de vulgarisation et de consultation – Annexe 2, paragraphe 2 d)</u></p> <p>Les résultats de la recherche de l'ARVTU sont communiqués à tous les indépendants et petits exploitants et comprennent des services de conseil sur les méthodes nouvelles ou améliorées. L'unité des petits exploitants fournit une quantité importante de services de vulgarisation et de consultation aux petits exploitants.</p> <p><u>Inspection – Paragraphe 2 e)</u></p> <p>La BAMC procède à l'inspection des plantations indépendantes pour l'administration du projet d'incitation à la replantation de canne à sucre. Des fonctionnaires sont chargés de visiter et d'inspecter les champs pour en vérifier les surfaces et s'assurer que leur gestion répond aux critères imposés pour faciliter le paiement des primes.</p> <p><u>Services de commercialisation et de promotion – Paragraphe 2 f)</u></p> <p>La BAMC est chargée de la commercialisation de tout le sucre produit à la Barbade. Elle participe à des études de marché pour trouver d'autres débouchés à la canne à sucre, ses sous-produits et les produits de remplacement du sucre susceptibles d'avoir des retombées pour tous les acteurs du</p>

Barbade G/AG/N/BRB/7 et 11 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
	secteur de la canne à sucre.
États-Unis (suite)	<p>Les fonds contribuent aussi au maintien des propriétés agricoles et répondent aux critères de l'article 6:2 en tant que mesures en faveur du développement rural. La diversité des activités de la BAMC et les modes de comptabilisation font qu'il est difficile de donner le détail des sommes dont bénéficie chaque culture, puisque, par exemple, les ouvriers agricoles qui récoltent la canne à sucre la saison venue peuvent travailler sur des champs de coton ou des cultures de racines ou tubercules en dehors de la saison.</p> <p>La Barbade représente un pourcentage minime du commerce mondial du sucre. Considérant l'échelle de production à la Barbade, les titres du gouvernement n'ont pas d'effets de distorsion sur la production ou le commerce.</p>

Canada G/AG/N/CAN/49 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Catégorie verte	
<p><u>Australie – Programme d'aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole</u></p> <p>Les sommes versées à titre d'assurance des revenus par des régimes d'assurance privés font-elles partie des revenus admissibles ou s'ils sont considérés comme des revenus autres qu'agricoles et exclus des revenus admissibles? Si elles ne sont pas incluses dans les revenus admissibles, quelle est la raison de leur exclusion?</p> <p>Observation complémentaire de l'Australie – Dans certains cas, l'assurance privée sur les produits a été incluse comme revenu admissible et des versements pour perte d'actifs ne l'ont pas été. Il était nécessaire de traiter de cette question (y compris dans le cadre des négociations) puisque la réponse du Canada faisait apparaître que les assureurs privés pouvaient compléter l'indemnisation versée par le gouvernement (limitée à 70 pour cent), de sorte que le producteur pouvait être dédommagé de beaucoup plus que 70 pour cent, voire de plus de 100 pour cent de la perte subie.</p>	<p>Les versements effectués par des assureurs privés pour des produits (c'est-à-dire l'indemnisation du bétail, des dégâts de la grêle et des récoltes) font partie des revenus admissibles. L'indemnisation par des assureurs privés pour la perte d'actifs (par exemple l'habitation, les bâtiments agricoles, le matériel) est considérée comme revenus non admissibles aux fins du programme.</p>

Canada G/AG/N/CAN/49 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Japon – <u>Programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus</u></p> <p>Les dépenses engagées en 1999 pour les "Programmes de garantie des revenus et les programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus" avaient beaucoup augmenté par rapport aux années précédentes. Comment s'explique cette augmentation? Est-ce parce que les revenus des producteurs ont sensiblement diminué en général, parce que le nombre des participants au programme a augmenté, ou parce qu'il y a eu des modifications dans le programme, telles que les niveaux d'indemnisation?</p> <p>Des précisions sont demandées concernant la liste des produits faisant l'objet des versements, les pertes moyennes de revenus subies par les producteurs par produit, le nombre de producteurs participant au programme qui ont obtenu des versements par produit, et le taux moyen d'indemnisation par produit.</p>	<p>En 1998, les programmes notifiés à titre de "Programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus" étaient constitués par un programme fédéral et provincial, proposé dans deux provinces, et par un programme provincial. En 1999, le programme notifié à ce titre est le programme d'aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (AIDA), programme fédéral et provincial proposé dans les dix provinces.</p> <p>Comme cela est expliqué dans le document G/AG/N/CAN/36, AIDA est un dispositif de sécurité pour l'ensemble des revenus agricoles. Tous les producteurs du Canada peuvent en bénéficier. En raison de la nature globale de l'indemnisation des revenus agricoles prévue, les données du type de celles demandées ne sont pas recueillies.</p>
Catégorie orange	
<p>CE – <u>MGS autre que par produit: Assurance-récolte</u></p> <p>Un montant de 158,2 millions de dollars canadiens d'assurance des récoltes a été versé à titre de soutien autre que par produit. L'application de la règle <i>de minimis</i> a par la suite permis d'éliminer ce soutien de la MGS courante du Canada. Sur son site Internet (http://www.agr.gc.ca/progser/ci_e.phtml), Agriculture et Agroalimentaire Canada dit que: "Le nombre sans cesse croissant de cultures couvertes un peu partout au pays permet de dire que presque tous les agriculteurs peuvent être assurés par le Programme d'assurance-récolte. Comme l'assurance-récolte est un programme administré par les provinces, la garantie offerte variera d'une province à l'autre selon les cultures qu'on y retrouve".</p> <p>Demandent confirmation que "la garantie offerte variera selon les cultures" et demandent si le Canada pourrait corriger sa notification pour inclure cette dépense dans la MGS par produit.</p>	<p>L'assurance-récolte est un programme mixte fédéral et provincial administré par les gouvernements provinciaux. Les garanties offertes peuvent varier selon les cultures pratiquées dans chaque province. Si une culture est pratiquée dans une province elle peut être garantie.</p>

Canada G/AG/N/CAN/49 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>CE – <u>MGS autre que par produit: Programmes provinciaux</u></p> <p>Des "Programmes provinciaux" d'un montant de 314,2 millions de dollars canadiens figurent parmi les mesures de la catégorie orange autres que par produit. Cette dépense a ensuite disparu en vertu de la règle <i>de minimis</i>. De quelle nature sont les mesures reprises dans cette rubrique?</p>	<p>Les mesures visées sont celles qui sont accordées par les provinces à leurs producteurs agricoles en général, telles qu'exonérations de taxes sur les carburants, subventions pour le calcaire, aide aux communautés rurales, programmes de drainage, programmes en faveur des jeunes agriculteurs, programmes pour l'emploi saisonnier dans l'agriculture.</p>
<p>CE – <u>MGS autre que par produit: Subventions et contributions dans le cadre du Fonds canadien d'adaptation et de développement rural</u></p> <p>Des "Subventions et contributions dans le cadre du Fonds canadien d'adaptation et de développement rural" sont inscrites pour un montant de 41,4 millions de dollars canadiens parmi les mesures de la catégorie orange autres que par produit. De quelle nature sont les subventions et contributions inscrites à cette rubrique?</p>	<p>Les subventions et contributions dans le cadre du Fonds canadien d'adaptation et de développement rural favorisent le changement en accordant des aides aux agriculteurs pour leur permettre de s'adapter aux changements structurels et de saisir des possibilités de marché. Les six domaines prioritaires sont les suivants: recherche et innovation; développement des ressources humaines; saisie des possibilités de marché; respect de l'environnement; sécurité sanitaire et qualité des aliments; développement rural.</p>
<p>CE – <u>MGS autre que par produit: Avantages de crédit fédéraux et avantages de crédit provinciaux</u></p> <p>Un soutien négatif d'un montant de 22,5 millions de dollars canadiens est porté dans la MGS autre que par produit pour des "Avantages de crédit fédéraux". Comment fonctionnent ces "Avantages de crédit fédéraux" et "Avantages de crédit provinciaux"?</p>	<p>Les "Avantages de crédit fédéraux" comprennent trois mesures: a) les prêts de la Société du crédit agricole ; b) l'Administration des prêts aux anciens combattants; et c) la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC, intitulée Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles dans la documentation de la période de base), programme de garantie de prêts. Le soutien accordé selon a) et b) se mesure en multipliant le montant de la dette par l'écart entre le taux commercial pondéré et le taux du programme. Le soutien accordé selon c) se mesure par les créances payées moins les redevances perçues et les sommes encaissées auprès des producteurs. Les méthodes de calcul sont les mêmes que celles utilisées dans AGST/CAN.</p> <p>Les "Avantages de crédit provinciaux" sont principalement des programmes de prêt provinciaux appliquant la méthode de l'écart de taux d'intérêt pour le calcul du soutien.</p>
<p>Japon – <u>Maïs et haricots de soja</u></p> <p>En 1999, la MGS totale du Canada a augmenté de près de 20 pour cent par rapport à l'année précédente. On constate des hausses importantes des versements directs pour le maïs et les haricots de soja. Comment s'expliquent-elles?</p>	<p>L'accroissement des dépenses pour le maïs et les haricots de soja est dû à l'augmentation du niveau des dépenses dans le cadre du Programme d'assurance du revenu de marché en Ontario et du Programme de stabilisation des revenus agricoles au Québec.</p>

Chypre G/AG/N/CYP/12 Soutien interne (Tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – <u>Versements à titre d'aide en cas de catastrophe naturelle - Indemnisation des producteurs de pommes de terre pour l'application de mesures de lutte contre le flétrissement de la pomme de terre</u></p> <p>Comment le programme respecte-t-il chacun des sous-critères a) à e) du paragraphe 8, comme cela doit être le cas pour que soit respectée la prescription fondamentale de l'Annexe 2 selon laquelle les effets de distorsion doivent être nuls ou minimes. L'Australie demande que ce programme soit notifié dans le tableau DS:2.</p>	<p>Le flétrissement de la pomme de terre est une maladie de quarantaine très grave pour la pomme de terre. Une fois introduite et propagée dans une région, cette maladie a le pouvoir de détruire complètement la production et les exportations de pommes de terre. Un foyer localisé de flétrissement de la pomme de terre est apparu à Chypre au printemps 2001. L'origine de l'infection a été retrouvée dans une expédition d'une variété particulière de pommes de terre de semence provenant d'Allemagne. Les autorités sanitaires de Chypre ont immédiatement pris des mesures draconiennes pour endiguer et éradiquer la maladie. Les champs de pommes de terre cultivés avec cette variété ont été identifiés et le Ministère de l'agriculture de Chypre a détruit la récolte. Conformément à ce que prévoit la législation nationale en matière de prévention et de lutte contre les ravageurs et les maladies des végétaux, les agriculteurs ont été indemnisés par unité de surface pour la perte de revenus subie, laquelle a été estimée en utilisant les procédures établies mises au point par le Ministère de l'agriculture.</p>
	<p>Selon les normes recommandées en la matière par les organisations internationales (OEPP) et l'UE (directive 93/85/CEE), les autorités sanitaires de Chypre ont également imposé des restrictions concernant le type de cultures qui pouvaient être pratiquées sur des terres susceptibles d'avoir été infectées pendant les trois années suivant la survenue de l'épiphytie. Il s'agit des mesures suivantes:</p> <p>a) Les champs plantés dans la variété particulière de pommes de terres en 2001 (catégorie A) ont été clairement repérés et mis en jachère pour trois ans. Durant cette période, les agriculteurs sont tenus de les laisser en jachère et de détruire, sous la supervision du Ministère de l'agriculture, tout plant résiduel de pomme de terre qui pourrait y pousser. Ils doivent recevoir une indemnisation par unité de surface égale à la marge brute normale de production de pommes de terre dans la région.</p> <p>b) Les champs de la même ferme plantés de pommes de terre d'autres variétés (catégorie B) ont aussi été clairement repérés et mis en jachère pour un an. Pendant les deux années suivantes, ces champs peuvent être cultivés avec des végétaux n'appartenant pas à la famille des solanacées, par exemple des céréales. Le niveau de l'indemnisation est réduit en conséquence.</p> <p>De l'avis de Chypre, les mesures de quarantaine de cette nature répondent toutes aux critères énoncés aux points a) à e) du paragraphe 8 de l'annexe 2. Un tableau DS:2 sera</p>

Chypre G/AG/N/CYP/12 Soutien interne (Tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
	notifié prochainement.
<p>Australie – <u>Programmes d'aide régionale - Paiements à l'hectare accordés aux agriculteurs de régions défavorisées</u></p> <p>Comment les versements effectués en fonction de la production et à caractère continu peuvent-ils répondre à la prescription fondamentale de l'annexe 2 selon laquelle leurs effets de distorsion sur la production doivent être nuls ou minimes.</p> <p>Comment ce programme répond-il au critère de dégressivité du taux des versements énoncé au paragraphe 13 e)?</p>	<p>Cette question a trait au programme d'aide régionale appliqué dans une région défavorisée de Chypre, bien connue comme la région viticole.</p> <p>La question est assez nouvelle. Elle utilise les termes "d'effets de distorsion sur la production" plutôt que ceux "d'effets de distorsion sur les échanges", comme le dit l'Accord, et contient l'affirmation implicite que des versements continus liés à la production, de quelque manière que ce soit, violent les critères fondamentaux de l'annexe 2. À notre avis, cette interprétation de l'Accord n'est pas juste. Mais même en admettant qu'elle soit juste, les versements appliqués à Chypre ne posent aucun problème. Premièrement, ils n'ont pas faussé la production. Celle-ci a baissé de 50 pour cent en 15 ans dans cette région particulière. Deuxièmement, ils ne s'appliquent pas qu'à un seul type de production, bien que la viticulture soit traditionnellement une monoculture dans cette région. Des versements équivalents sont effectués pour d'autres types de production tels que les amandes et les olives. Troisièmement, les versements ne sont ni fondés sur, ni liés à, un type ou un volume de production pratiquée après la période de base. Le volume de production ne cesse de diminuer. Quatrièmement, les versements sont généralement attribués à tous les producteurs de la région, mais non aux propriétaires fonciers qui ne sont ni agriculteurs, ni producteurs.</p> <p>Chypre n'a fixé aucun seuil officiel car les exploitations sont extrêmement petites dans cette région.</p>

République tchèque G/AG/N/CZE/45 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – <u>Renouvellement des vignobles, des houblonnières et des vergers et aide concernant les vaches laitières</u></p> <p>L'Australie a rappelé qu'à la réunion de septembre 1998 (G/AG/R/16), la République tchèque avait indiqué que la durée de tous les programmes relevant de l'annexe 2, paragraphe 11 était limitée à un an. Or ces deux programmes étaient continus. Combien de temps dureraient-ils? Comment étaient-ils conformes à la prescription de l'annexe 2, paragraphe 11 b), voulant que les versements ne soient pas fondés sur le type de production? En d'autres termes, comment les versements étaient-ils attribués aux producteurs pendant l'année de référence et les années suivantes?</p>	<p>En ce qui concerne le "Renouvellement des vignobles, des houblonnières et des vergers", ce programme s'inscrit dans la restructuration que doit subir le secteur agricole dans le cadre du processus de transformation. Selon le programme du gouvernement, destiné à faciliter la restructuration financière des activités des producteurs, ce programme se poursuivra jusqu'à l'achèvement du processus de restructuration</p> <p>Les terres utilisées pour des cultures pérennes, c'est-à-dire les vergers, les vignobles et les houblonnières, ont sensiblement diminué en République tchèque pendant le processus de transformation. Le but de ce programme n'est pas d'accroître leur surface. L'aide accordée couvre une partie des frais associés à la restructuration de la surface en question, qui représentent environ 20 pour cent du coût total. Le paiement est accordé à l'hectare de terre restructurée et pour la première année seulement de la restructuration. Les années suivantes, les agriculteurs n'obtiennent pas de paiement pour les mêmes parcelles</p> <p>Quant au programme d'aide concernant les vaches laitières, il s'est terminé en 2001. Il n'avait pas pour but de soutenir la production, mais de développer le potentiel génétique pour le mettre au niveau des élevages les plus avancés des autres pays. L'octroi de paiements était limité aux critères annoncés, qui étaient plus rigoureux chaque année de l'application du programme. Ce programme a aidé les éleveurs de la République tchèque à se soumettre à une vaste restructuration de leurs activités visant à les rendre plus compétitives. Pendant cette restructuration, le cheptel a beaucoup diminué: le nombre de vaches a été réduit de 54 pour cent, passant de 1 250 000 en 1989 à 580 000 en 2001.</p>

Inde G/AG/N/IND/2 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis - L'Inde notifie son soutien interne en dollars EU, bien que ses engagements en la matière et la plupart de ses tableaux explicatifs soient établis en roupies. Les États-Unis demandent que l'Inde, lorsqu'elle notifie des montants en dollars, présente aussi une notification correspondante en roupies.</p>	<p>La parité entre la roupie indienne et le dollar EU est déterminée par les forces du marché, et la notification en dollars EU correspond au soutien interne réellement accordé après comparaison des cours internationaux et des prix intérieurs dans la même monnaie.</p>

Inde G/AG/N/IND/2 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – <u>Programmes de développement</u></p> <p>En ce qui concerne le tableau explicatif DS:2, point b), quels sont les critères utilisés pour définir les producteurs ayant de faibles revenus ou disposant de ressources limitées, comment sont répartis les fonds du programme et les versements sont-ils effectués en espèces, sous forme de crédit, de matériel ou par une combinaison de ces moyens?</p> <p>En ce qui concerne les "Subventions aux intrants pour les producteurs qui ont de faibles revenus ou qui sont dotés de ressources limitées", le point ii) comprend les engrais; or les États-Unis croient savoir que des subventions sont également versées directement au secteur des engrais. Comment les subventions pour les engrais octroyées au secteur des engrais sont-elles notifiées?</p>	<p>Dans le tableau explicatif DS:2, les agriculteurs ayant de faibles revenus ou disposant de ressources limitées ont été définis comme ceux ayant une exploitation de moins de 10 hectares. Les mesures d'aide directe ou indirecte prises par le gouvernement pour favoriser le développement agricole et rural entrent en ligne de compte pour le calcul du soutien interne conformément aux dispositions de l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture.</p> <p>L'Inde invite les États-Unis à se reporter aux réponses données à cet égard dans le cadre du Comité des subventions et mesures compensatoires et qui figurent sous dans le document G/SCM/Q2/IND/13, daté du 1^{er} novembre 2002.</p>
<p>États-Unis – <u>Calcul de la MGS</u></p> <p>Dans le tableau explicatif DS:5, l'Inde a notifié les céréales secondaires dans une seule catégorie, malgré le fait que les calculs portent sur le millet d'Afrique, le durra, le maïs et l'orge</p> <p>Quelle est la méthode employée pour convertir le prix administré appliqué pour le paddy en prix équivalent pour le riz? Un coefficient de 1,5 a été utilisé pour la conversion. S'agit-il de l'usinage ou d'un autre coefficient?</p>	<p>Dans le tableau explicatif DS:4, les céréales secondaires entrées en ligne de compte sont le millet d'Afrique, le durra, le maïs et l'orge. Cela est dûment précisé dans le tableau explicatif DS:5.</p> <p>Le gouvernement indien annonce le prix administré pour le riz paddy et non pour le riz. Le coefficient de conversion communément accepté de 1,5 pour 1 (lorsque le paddy est transformé en riz) sert à obtenir le prix administré pour le riz à partir du prix administré pour le paddy. C'est un coefficient qui indique quelle est la quantité de paddy nécessaire pour produire du riz par décortilage.</p>

Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/44 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – Quels sont les critères d'admissibilité permettant de différencier les producteurs de régions sous-développées de ceux de régions défavorisées?</p>	<p>Le principal critère d'admissibilité que l'Afrique du Sud utilise pour différencier les producteurs de régions sous-développées de ceux de régions défavorisées est leur appartenance à des communautés auparavant défavorisées. Il s'agit surtout d'agriculteurs se trouvant dans les anciens bantoustans, qui pratiquent l'agriculture de subsistance pour les besoins domestiques et la vente sur le marché local.</p> <p>L'objectif premier des versements dans le cadre de ces programmes est la sécurité alimentaire et, en cela, ils ne sont pas liés aux prix intérieurs ou internationaux.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Catégorie verte	
<p>Argentine – <u>Services de caractère général: Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS)</u></p> <p>Quels ont été les ravageurs et les maladies qui ont conduit à mettre en place la protection et la lutte pour les ressources animales et végétales en 1999?</p>	<p>Le Service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) est le service des États-Unis qui se consacre exclusivement à l'éradication et à la prévention à titre permanent de tous les parasites destructeurs et maladies qui se présentent dans le secteur agricole. On peut citer à titre d'exemple la maladie des tiques du bétail, la fièvre aphteuse et la mouche des fruits.</p>
<p>Argentine – <u>Services de caractère général: Programmes des États pour l'agriculture</u></p> <p>Les mesures comprises dans les programmes des États pour l'agriculture, visant à fournir des services de caractère général inclus dans le paragraphe 2 de l'annexe 2 tels que la vulgarisation, la commercialisation et la recherche comportent-elles des versements directs aux producteurs?</p>	<p>Les versements visés à l'annexe 2, paragraphe 2, ne comprennent pas de versements directs aux producteurs.</p>
<p>Argentine – <u>Services de caractère général: Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles</u></p> <p>Quelles sont les catastrophes naturelles qui ont conduit à des dépenses totales d'aide d'un montant de 1 635 millions de dollars en 1999? Quelles sont les zones et les cultures qui ont été particulièrement touchées?</p> <p>De quelle manière vérifie-t-on que la perte de production est supérieure à 30 pour cent afin de recenser les versements et de les inclure dans la catégorie verte, compte tenu du fait qu'il existe dans la catégorie orange un programme visant à accorder des versements directs aux producteurs ayant subi des pertes inférieures à 30 pour cent? Le Département de l'agriculture veille-t-il à ce qu'un producteur qui bénéficie du programme d'aide d'urgence de la catégorie verte (perte de production supérieure à 30 pour cent) ne bénéficie pas de versements directs dans le cadre du programme d'aide d'urgence de la catégorie orange (perte de production inférieure à 30 pour cent)?</p>	<p>Une aide a été débloquée à la suite d'inondations pendant l'exercice budgétaire 1998 et de sécheresse en 1999.</p> <p>Il n'y a pas de dépenses de la catégorie verte pour indemniser des pertes dues à une catastrophe naturelle inférieures à 30 pour cent. Les décisions de classement aux fins de la notification sont fondées sur les critères publiés de l'OMC et la réglementation de chaque programme. Le programme est notifié intégralement soit dans la catégorie verte, soit dans la catégorie orange.</p>
<p>Australie – <u>Services de caractère général: Versement à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles – Programme d'aide d'urgence concernant les aliments pour animaux – Programme d'indemnisation à la suite d'inondations</u></p> <p>Pourquoi y a-t-il, en 1999, une forte augmentation des versements aux éleveurs pour des pertes de récoltes fourragères et pour la perte d'utilisation de prairies ou de pâturages en raison d'inondations?</p>	<p>Les versements étaient destinés à compenser les médiocres conditions de pâturage qui ont prévalu en 1999 dans une grande partie des États-Unis.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Dans la note de bas de page concernant les versements aux éleveurs pour des pertes de récoltes fourragères, il est dit que "Le montant de la subvention accordée pour la distribution d'aliments pour animaux au titre du Programme n'est pas disponible". Est-ce que cela veut dire qu'il ne peut être calculé?</p> <p>Pourquoi les versements doivent-ils être faits séparément dans le cadre du programme pour les inondations et du programme pour les cultures fourragères puisque des montants importants sont aussi versés dans le cadre du programme d'aide en cas de catastrophes naturelles?</p> <p>Un producteur peut-il bénéficier en même temps de versements dans le cadre des deux programmes et, dans l'affirmative, combien remplissaient les conditions et ont obtenu des versements des deux programmes?</p>	<p>Comme l'indique la notification, ce programme a été suspendu entre 1997 et 2002. De ce fait, il n'aurait aucune incidence sur la notification pour 1999</p> <p>Il existe des programmes différents présentant des critères différents. Les producteurs ne répondent pas tous aux conditions prévues par les programmes. C'est pourquoi les versements sont séparés.</p> <p>La réglementation du Département de l'agriculture contenue dans les dispositions de l'Agence de gestion du risque relatives à l'assurance commune des récoltes prévoit que le bénéficiaire potentiel peut recevoir des indemnités dans le cadre à la fois de l'assurance-récolte (notifiée dans la catégorie orange) et d'un autre programme pour la même perte (un programme en cas de catastrophe naturelle relevant de la catégorie verte), sauf si le contrat d'assurance-récolte ou la loi prévoit expressément une limitation. Néanmoins, le montant total perçu en vertu de tous ces programmes ne peut dépasser le montant de la perte réelle. L'Agence des services pour l'agriculture, du Département de l'agriculture, veille au respect de cette disposition.</p>
<p>Argentine – <u>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement</u></p> <p>Quels sont les critères d'admissibilité et les désavantages structurels qui ont conduit à inclure l'aide visée au paragraphe 11 de l'annexe 2?</p>	<p>Les conditions d'admission au bénéfice de l'aide peuvent être consultées sur le site Internet de l'Agence des services à l'agriculture à l'adresse suivante: http://www.fsa.usda.gov/dafl/guaranteed et http://www.fsa.usda.gov/dafl/directloans</p> <p>Celles qui concernent les désavantages structurels peuvent se résumer ainsi: les demandeurs d'un prêt direct garanti doivent être gérants ou locataires-gérants d'une exploitation familiale et être dans l'impossibilité d'obtenir un crédit ailleurs.</p> <p>Les demandeurs de prêts destinés à l'installation des agriculteurs ou des éleveurs doivent avoir travaillé sur une exploitation agricole ou dans un élevage pendant moins de dix ans et être dans l'impossibilité d'obtenir un financement de sources de crédit commerciales.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Argentine (suite)	<p>Les demandeurs de prêts aux agriculteurs ou éleveurs socialement défavorisés doivent appartenir à un groupe dont les membres ont été victimes de préjugés raciaux, ethniques ou sexuels du fait de leur appartenance à ce groupe et sans considération de leurs qualités personnelles. Sont concernés les femmes, les Noirs américains, les Amérindiens, les natifs de l'Alaska, les Hispano-Américains, les personnes d'origine asiatique et les natifs des îles du Pacifique.</p> <p>Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier de ces prêts, définies pour la période de référence 1986-1988, sont tirées d'une réglementation révisée au 1^{er} janvier 1991 (CFR7 Agriculture, Parts 1950 to 1999):</p> <p>Voir "ownership loans" (prêts d'accession à la propriété), page 275-292. Le paragraphe 1943.1 stipule que les prêts peuvent être accordés aux agriculteurs qui remplissent les conditions et "qui dirigeront et exploiteront des exploitations dont la taille ne dépasse pas celle d'une exploitation familiale". L'objectif premier du paragraphe 1943.2 est d'aider les agriculteurs "à devenir des propriétaires exploitants d'exploitations de taille familiale ou de poursuivre l'exploitation lorsqu'ils ne peuvent se procurer des crédits ailleurs". Cette aide permet aux agriculteurs d'améliorer leur situation financière de manière à pouvoir enfin obtenir des crédits d'autres sources.</p> <p>Les exploitations familiales, définies au paragraphe 1943. 4, ont une taille suffisante pour fournir les revenus agricoles de la famille et couvrir les dépenses de fonctionnement, tout en restant suffisamment modestes pour que l'essentiel des besoins de main d'œuvre puissent être couverts par le travail de l'exploitant et des membres de sa famille, sachant qu'un effectif raisonnable de main d'œuvre salariée à plein temps et saisonnière peut être employé pendant la haute saison. Les agriculteurs disposant de ressources limitées sont traités à part pour ce qui est des taux d'intérêt et d'autres formes d'aide</p> <p>Le paragraphe 1943.6 stipule que le demandeur doit certifier par écrit qu'il ne peut obtenir ailleurs des crédits répondant à ses besoins, à des taux et des conditions raisonnables.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
	<p>Voir les prêts de fonctionnement, pages 102 à 116. Les objectifs fondamentaux et les définitions utilisés sont les mêmes que pour les prêts d'accèsion à la propriété</p> <p>Voir les prêts d'aide d'urgence, page 636 à 669. L'objectif est d'aider les agriculteurs remplissant les conditions requises à couvrir des pertes réelles de biens matériels indispensables au fonctionnement de l'exploitation ou des pertes de production représentant plus de 30 pour cent de la production normale par hectare ou par tête de bétail. L'intention est de permettre aux agriculteurs de reprendre leurs activités normales à la suite d'une catastrophe déclarée/désignée. Les demandeurs doivent certifier qu'ils ne sont pas en mesure d'obtenir des crédits ailleurs (paragraphe 1945.156) et ils doivent avoir une exploitation familiale (paragraphe 1945.162). Ces prêts ne sont pas accordés pour des pertes de récoltes dans des régions couvertes par l'assurance-récolte de la FCIC (paragraphe 1945.167).</p>
MGS par produit	
<p>Argentine/Australie/Japon – Les États-Unis peuvent-ils expliquer quelles mesures ont été à l'origine de l'augmentation de la MGS par produit concernant le <u>soja</u>, <u>le tournesol</u>, le riz, le blé, le maïs, le sorgho, le coton et le <u>tabac</u>?</p> <p>Australie - Ces versements devraient-ils se poursuivre à un niveau aussi élevé et, dans l'affirmative, comment aideront-ils les États-Unis à atteindre leur objectif qui est de contribuer à rendre les producteurs plus compétitifs et mieux orientés sur le marché?</p>	<p>L'augmentation des primes de complément de prêts et des gains sur les crédits de commercialisation a été à l'origine de la majeure partie de l'augmentation du soutien concernant les produits cités. Les versements concernant les oléagineux ont également accru le soutien concernant le soja. Le chiffre relatif au tabac a augmenté à cause des primes importantes de non-remboursement liées à des dommages causés à une récolte de tabac ayant fait l'objet d'un prêt de la Commodity Credit Corporation, et des versements pour perte de parts de marché liés à la réduction des contingents de tabac.</p> <p>Les montants versés varieront en fonction des conditions à venir du marché.</p>
<p>Argentine – Les États-Unis pourraient-ils donner des renseignements sur les mesures autorisant la MGS pour des produits tels que les <u>pommes</u>, <u>les canneberges</u> et le <u>tabac</u> qui ne bénéficiaient pas de soutien selon la notification G/AG/N/USA/36?</p>	<p>Les États-Unis ont donné des renseignements dans les notes n° 1, 2, 13, 14 et 15 relatives au tableau explicatif DS:6 de la notification.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Argentine – <i>De minimis</i></p> <p>Les États-Unis pourraient-ils communiquer les prix et les quantités utilisés pour le calcul du seuil <i>de minimis</i> pour chaque produit?</p>	<p>Pour de nombreux produits, le seuil <i>de minimis</i> est calculé à partir de données relatives à la valeur de production émanant du Service national des statistiques agricoles (NASS). Les sources de données du NASS sur la production, les prix et la valeur de la production peuvent être obtenues sur les sites Internet et dans les rapports ci-après:</p> <p>http://www.usda.gov/nass/pubs/estindx.htm</p> <p>Production et écoulement d'animaux de boucherie et revenus de l'élevage (http://usda.mannlib.cornell.edu/reports/nassr/livestock/zma-bb/meat0401.pdf)</p> <p>Production, écoulement et revenus de la production du lait (http://jan.mannlib.cornell.edu/reports/nassr/dairy/mp-bbm/milk2001.pdf)</p> <p>Laine et mohair (http://usda.mannlib.cornell.edu/reports/nassr/livestock/pgg-bbw/wlmh0100.pdf)</p> <p>Miel (http://usda.mannlib.cornell.edu/reports/nassr/other/zho-bb/hony0201.pdf)</p> <p>Production et valeur de la production de volaille (http://usda.mannlib.cornell.edu/reports/nassr/poultry/pbh-bbp/plva0401.pdf)</p> <p>Valeur des cultures (http://usda.mannlib.cornell.edu/reports/nassr/price/zcv-bb/cpv10201.txt)</p> <p>Ces publications comprennent les prix utilisés pour calculer les valeurs de la production. Il s'agit de prix estimés à la production, ou de la valeur moyenne estimée par unité perçue par tous les producteurs pour toute la campagne agricole. Pour les produits pour lesquels le NASS n'a pas établi de rapport sur la valeur de la production, la valeur des encaissements provenant des ventes de l'exploitation est utilisée. Les encaissements sont aussi estimés à l'aide des prix moyens à la production. Voir les tableaux des encaissements établis par l'ERS pour les États-Unis et par État à l'adresse suivante:</p> <p>http://www.ers.usda.gov/Data/FarmIncome/finfidmu.htm</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Les États-Unis pourraient-ils indiquer les critères appliqués pour choisir ou estimer les prix retenus pour le calcul du seuil <i>de minimis</i>?</p> <p>CE – Dans le tableau explicatif DS:5, les États-Unis notifient un prix appliqué administré pour le <u>sucre</u> de 18 cents par livre, qui correspond au taux de prêt annoncé pour le sucre de canne moins un cent par livre de pénalité si le sucre n'est pas remboursé. Comment ce prix administré appliqué tient-il compte du soutien des prix dont bénéficie le sucre de betterave, pour lequel le taux de prêt est de 22,9 cents par livre?</p> <p>Il semble que la pénalité de 1 cent applicable en cas de non-remboursement soit déduite pour l'ensemble de la production prise en considération dans le calcul de la différence de prix. Est-ce correct? Ne conviendrait-il pas de déduire seulement le montant de la pénalité pour la seule partie de la production non remboursée?</p> <p>CE – Dans le tableau explicatif DS:6, pour le <u>tabac</u>, les États-Unis indiquent un soutien de 933 millions de dollars EU. Ce chiffre inclut-il les allocations de ce qu'il est convenu d'appeler "Crédits de la phase II" distribuées aux producteurs de tabac?</p>	<p>Les encaissements sont utilisés dans le cas des légumes, des fruits et fruits à coque, des chevaux et mulets et d'autres produits.</p> <p>La valeur totale de la production notifiée dans le tableau explicatif DS:4 pour 1999 était de 184 734,554 millions de dollars EU. Aux produits énumérés dans le tableau explicatif DS:4 de la MGS par produit, dont la valeur de production atteignait 110 390,074 millions de dollars EU, il faut ajouter les produits inclus dans la MGS autre que par produit, dont la valeur atteignait au total 74 344,480 millions de dollars en 1999. Parmi ces produits: les poulets, le foin, les autres légumes, les autres fruits et fruits à coque, les œufs et les dindes, entre autres produits.</p> <p>Les États-Unis utilisent les renseignements publics indiqués dans la réponse à la question précédente pour leur calcul.</p> <p>Les taux de prêt pour le sucre de canne non raffiné et le sucre de betterave raffiné sont fixés sur la base de la différence entre les coûts de transformation des deux produits. Le prix de la betterave à sucre raffinée, fixé approximativement à 4,9 pour cent de plus que celui du sucre de canne brut, correspond à ce que serait la différence entre les deux prix sur un marché non réglementé. Le prix du sucre de canne brut, de 18 cents, est aussi le prix qui convient pour la comparaison avec le prix de référence extérieur, qui est un prix de marché pour le sucre de canne brut.</p> <p>En raison du Règlement sur le non-remboursement qui ne garantit que 17 cents en cas de non-remboursement, le niveau du prix indicatif de marché nécessaire pour éviter le non-remboursement est en fait d'un cent inférieur à ce qu'il serait sans la pénalité.</p> <p>Ce chiffre n'inclut pas les versements de la phase II. Pour le moment, les États-Unis évaluent s'il y a lieu de notifier les versements qui n'ont pas été financés par les contribuables mais par des sociétés en vertu d'un arrangement juridique avec les États participants. Lorsque la question aura été tranchée, les ajustements qui en résulteront seront notifiés.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Japon – Selon FAOSTAT, les <u>volumes d'exportation</u> des États-Unis et le rapport du volume exporté à la production intérieure totale de tous les produits mentionnés ci-dessus en 1999 et 2000 se sont pour l'essentiel maintenus au niveau de 1998, sauf pour le coton. Cela peut-il être attribué à l'augmentation de versements tels que les primes de complément de prêts, les gains sur les crédits de commercialisation ou l'aide d'urgence distribuée pour certains produits?</p> <p>Observation complémentaire du Japon – Le Japon estime que le montant élevé notifié dans la catégorie orange a permis aux agriculteurs américains de maintenir les exportations des produits en question au même niveau que les années précédentes, et souligne que cette question doit être discutée dans les négociations en cours.</p>	<p>Les primes de complément de prêts, les gains sur les crédits de commercialisation et les versement d'aide pour perte de parts de marché ont été notifiés dans le cadre des mesures de la catégorie orange.</p>
MGS autre que par produit	
<p>Nouvelle-Zélande – Les subventions agricoles ont considérablement augmenté aux États-Unis ces dernières années. En 1999, par exemple, les États-Unis ont notifié des dépenses de soutien autre que par produit d'un montant de plus de 7 milliards de dollars, soit plus de sept fois plus que pendant la période de référence de 1986-1988. Le soutien autre que par produit a augmenté pendant que la valeur de la production américaine diminuait, et la Nouvelle-Zélande pense qu'en majeure partie, il ne s'agit pas d'un soutien autre que par produit. Les États-Unis pourraient-ils expliquer comment ce soutien est déclaré n'être pas spécifique à un produit alors qu'il est principalement fondé sur les prix du marché de produits spécifiques et limité aux producteurs de certaines cultures seulement?</p> <p>Les États-Unis prétendent que ces subventions sont conformes à leurs engagements, mais cela montre que leur politique de soutien de l'agriculture est anti-cyclique et qu'elle a été institutionnalisée par la Loi de 2002 sur l'agriculture. Les États-Unis pourraient-ils expliquer quelles mesures ils prennent pour éviter que les producteurs américains ne deviennent dépendants des subventions, d'autant que le droit de bénéficier de mesures de soutien interne est appelé à diminuer à l'issue des négociations de Doha?</p>	<p>Les versements d'aide pour perte de parts de marché ont été notifiées dans la catégorie orange, plutôt que dans la catégorie verte, parce que l'on a considéré qu'ils étaient liés aux prix courants. Toutefois, les versements ne sont pas couplés à la production courante d'un produit quelconque, mais sont établis en fonction de superficies et de rendements antérieurs à base fixe.</p> <p>Les États-Unis sont résolus à poursuivre la réforme du commerce mondial des produits agricoles. Ils ont présenté une proposition pour les négociations de l'OMC sur l'agriculture dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, dans laquelle ils donnent des renseignements détaillés sur la manière dont ils envisagent l'élimination des subventions faussant les échanges, parmi lesquelles les subventions à l'exportation et les subventions intérieures, et l'élimination des obstacles qui entravent la circulation des marchandises indépendamment des frontières.</p>
<p>Australie – <u>Assurance des récoltes et des revenus</u></p> <p>Pourquoi les montants d'assurance-récolte versés ont-ils fortement augmenté entre 1997 et 1999?</p>	<p>Les montants versés ont augmenté en raison de l'augmentation de la bonification des primes, de la</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
	participation et des pertes de récoltes.
Étant donné que ces versements coïncident avec des versements sans précédent pour pertes de récoltes, quel est le pourcentage des revenus agricoles tirés de ces versements?	Le pourcentage des revenus agricoles tirés de ces versements est égal à 0,8 pour cent, puisque les indemnités d'assurance des récoltes et des revenus ont été de 1,5 milliard de dollars EU (catégorie orange) et les versements pour pertes de récolte ont atteint au total 1,2 milliard de dollars EU (catégorie verte) pour une production d'une valeur totale de 184,7 milliards de dollars EU pour la campagne de commercialisation de 1999 (tableau explicatif DS:4).
Les États-Unis prévoient-ils que ces versements resteront élevés les années où il n'y aura pas de catastrophes naturelles?	L'assurance des récoltes et les mesures d'urgence en cas de perte de récoltes ne sont conçues pour dispenser des indemnités qu'en cas de catastrophe naturelle.
<p>CE – <u>Assurance des récoltes et des revenus</u></p> <p>Les États-Unis ont notifié un montant de 1 514,094 millions de dollars EU versés à titre d'assurance des récoltes et des revenus subventionnée par la FCIC. Ce chiffre correspond-il au montant total de la subvention publique contenu dans la prime? Les données trouvées sur le site Internet de l'Agence de gestion du risque (http://www.rma.usda.gov/data/) correspondent à celles qui ont été notifiées concernant la part de la prime d'assurance payée par le producteur. En revanche, les subventions publiques ne correspondent pas aux chiffres notifiés. Comment s'expliquent ces différences entre la notification et l'information disponible sur le site Internet de l'Agence?</p>	<p>Les États-Unis calculent l'assurance des récoltes à partir des éléments suivants: pour les besoins de la notification, l'indemnité nette pour les producteurs se définit par les mouvements de trésorerie. C'est la différence entre les indemnités réelles perçues par les producteurs et les primes réelles d'assurance payées par les producteurs. La bonification des primes publiée ne correspond pas à la subvention notifiée à l'OMC mais elle est déduite de la prime totale publiée qui devrait être imputée pour couvrir toutes les indemnités escomptées sur la base des principes actuariels admis pour les polices d'assurance. La prime nette qui en résulte est le montant payé par les producteurs. Le résultat en date du 5 juin 2002 a été notifié pour la campagne de commercialisation de 1999:</p> <p>Primes totales = 2 309 708 607 dollars EU Montant subventionné = 1 391 611 406 dollars EU Montant payé par les producteurs = 918 097 201 dollars EU</p> <p>Puis, en millions de dollars EU: Indemnités versées = 2 432,191 Primes payées par les producteurs = 918,097 Indemnités nettes perçues par les producteurs = 1 514,094 (montant notifié)</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
CE (suite)	<p>Les données les plus récentes émanant de l'Agence de gestion du risque seront légèrement différentes de celles-ci parce que l'Agence continue d'enregistrer de nouvelles données dans ses comptes. Le montant de la subvention s'établit maintenant à 1 391 886 millions de dollars EU et les indemnités nettes perçues par les producteurs à 1 516 468 millions de dollars EU, soit 2 millions de dollars de plus que le montant notifié. Voir les quatre dernières colonnes des données concernant la participation pour 1999 (la dernière colonne indique le "ratio de perte") à l'adresse Internet suivante:</p> <p>http://www.rma.usda.gov/FTP/Reports/Summary_of_Business/99stcrp</p>
<p>Sur le site Internet de l'Agence de gestion du risque, on trouve beaucoup de détails concernant les primes payées par les producteurs, les subventions publiques et les indemnités versées par produit à titre d'assurance. Il existe une page intitulée "polices relatives aux cultures" (http://www.rma.usda.gov/policies/). Plus spécialement, pour l'année de notification, nous constatons l'existence d'un chapitre intitulé "Avenants de 1999 aux polices en cours et dispositions relatives aux cultures" (http://www.rma.usda.gov/policies/1999policy.html). Les États-Unis peuvent-ils expliquer comment, vu la quantité d'informations présentées par culture et les dispositions des polices manifestement spécifiques aux différentes cultures que l'on trouve sur ce site, ils peuvent défendre leur pratique de notifier l'assurance-récolte comme soutien autre que par produit dans le tableau explicatif DS:9?</p> <p>Observation complémentaire des CE – En ce qui concerne la question sur les "polices relatives aux cultures", les États-Unis ont parlé d'un principe de base qui serait générique mais ont expliqué qu'elles étaient en fait administrées et gérées par produit. Il semble qu'il y ait une contradiction dans les termes et les CE devront étudier la réponse de près.</p>	<p>Les dispositions de base du programme sont génériques, elles s'appliquent également à toute une série de produits dans tout le pays. Une fois déterminés le niveau de garantie et le type de police, l'administration du programme, par nécessité, se fait par produit, mais toutes les directives et tous les Règlements demeurent génériques et ne dépendent pas du produit</p>
<p>Australie – <u>Versements pour perte de parts de marché</u></p> <p>Pourquoi ces mesures sont-elles notifiées dans le soutien autre que par produit et ne figurent-elles pas, en tant que soutien par produit, dans la MGS de 1999? Elles semblent être manifestement liées à la production de certains produits puisque les versements sont calculés à partir de données propres aux produits pour les diverses cultures du programme.</p>	<p>Ces versements ont été notifiés dans la catégorie orange, plutôt que dans la catégorie verte, parce que l'on a considéré qu'ils étaient liés aux prix courants. Toutefois, les versements ne sont pas couplés à la production courante d'un produit ou d'un autre, mais sont établis en fonction de superficies et de rendements antérieurs à base fixe.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada – <u>Versements pour perte de parts de marché</u></p> <p>En répondant à la question antérieure du Canada (G/AG/R/28) sur le fait que ces versements étaient classés parmi les mesures autres que par produit, les États-Unis ont indiqué que le montant des versements était déterminé par produit. Les montants ne sont établis que pour sept cultures, alors que les producteurs agricoles américains en général produisent une gamme beaucoup plus étendue. Les États-Unis pourraient-ils expliquer comment le soutien accordé exclusivement aux nouveaux producteurs de seulement sept cultures peut être assimilé à un soutien accordé en faveur des producteurs agricoles en général (article premier a))?</p>	<p>Les versements pour perte de parts de marché ne sont pas liés à la production courante d'un produit ou d'un autre, mais sont établis en fonction de superficies et de rendements antérieurs à base fixe. Ces versements pourraient, en fait, être octroyés aux producteurs d'une gamme étendue de cultures, sans être limités aux sept cultures initiales servant à calculer la superficie antérieure.</p>
<p>Question complémentaire du Canada – Cette question concerne le soutien accordé exclusivement aux nouveaux producteurs de seulement sept cultures. À cet égard, des renseignements émanant du Département de l'agriculture laissent penser que les producteurs américains n'ont pas tous cultivé dans le passé les céréales fourragères, le blé, le riz ou le coton. En 2001, 21 pour cent seulement des agriculteurs américains exploitaient des surfaces qui étaient ou avaient été consacrées à ces cultures. Moins de la moitié des exploitations commerciales américaines (soit environ 10 pour cent de la totalité) bénéficiaient en 2001 de versements dans le cadre de contrats de flexibilité de la production. Ces indications permettent de penser que tout au plus 21 pour cent des producteurs agricoles américains pourraient bénéficier de versements pour perte de parts de marché en 1999. Les États-Unis pourraient-ils expliquer pour quelle raison ils prétendent que ces versements ont été accordés aux producteurs agricoles américains en général? (Référence: "Decoupled Payments: Household Income and Income Transfers in Contemporary US Agriculture", Market and Trade Economics Division, Economic Research Service, US Department of Agriculture, Agricultural Economic Report No. 822, février 2003, Mary E. Burfisher et Jeffrey Hopkins, editors).</p>	

États-Unis G/AG/N/USA/43 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Observation complémentaire du Brésil – De l'avis du Brésil, les versements pour perte de parts de marché sont tributaires du comportement des cours du produit et il était donc correct de les notifier dans la catégorie orange. Néanmoins, le Brésil est sceptique quant à leur classement dans les versements autres que par produit. Bien que l'Accord ne fixe pas de critères spécifiques permettant de distinguer les versements par produit des versements autres que par produit, l'article premier de l'Accord mentionne le soutien autre que par produit comme étant dispensé aux producteurs agricoles en général. Dans le cas présent, les versements ont été faits en faveur de quelques cultures et ne constituaient qu'une fraction de la production agricole américaine. C'est une question importante que le Brésil suivra pendant les négociations sur l'agriculture.</p>	
<p>Observation complémentaire de l'Australie – Sur la question de savoir si certains versements de soutien de produits remplissent les conditions pour être inclus dans la catégorie du soutien <i>de minimis</i> autre que par produit, l'Australie partage le point de vue du Brésil et estime que les versements pour perte de parts de marché ont été faits en fonction de versements dans le cadre de contrats de flexibilité de la production, eux-mêmes accordés aux agriculteurs sur la base de leur superficie et de leur rendement de base, qui sont propres à chaque produit. Il semble donc que les versements pour perte de parts de marché soient liés au produit. Quant à l'administration des versements, bien qu'ils soient accordés globalement aux producteurs relevant des programmes agricoles, ils sont en fait établis sur la base de cultures spécifiques (par exemple le blé, le maïs, etc.) dans des régions de culture visées par le programme.</p>	

Notifications selon le tableau DS:2

Canada G/AG/N/CAN/50 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – <u>Programme d'implantation de cultures couvre-sol (Saskatchewan)</u></p> <p>L'Australie reconnaît le faible montant des versements et de la limite totale de dépense pour ce projet mais conteste l'affirmation selon laquelle aucun secteur ne bénéficie au premier plan de ce projet. Les animaux qui paissent en Saskatchewan étant principalement des bovins destinés à la boucherie, comment un projet destiné à convertir des terres arables en pâturages peut-il ne pas profiter surtout au secteur bovin de la Saskatchewan?</p>	<p>Ce programme est destiné à promouvoir l'entretien des terres et à contribuer à remédier aux problèmes de préservation des sols et de protection des ressources en eau, à réduire l'émission de gaz à effet de serre et à préserver la biodiversité de la Saskatchewan. La population dans son ensemble est le principal bénéficiaire du programme.</p>
<p>Japon – <u>Programme d'implantation de cultures couvre-sol (Saskatchewan) et Prime-Vert</u></p> <p>Comment ces programmes répondent-ils aux critères énoncés à l'annexe 2, paragraphe 12 et quelles sont précisément, pour ces programmes, les "conditions spécifiques prévues par ce programme public, y compris les conditions liées aux méthodes de production ou aux intrants"? Quelles mesures sont prises pour limiter les versements aux "coûts supplémentaires ou aux pertes de revenu découlant de l'observation du programme public"?</p>	<p>Les conditions spécifiques prévues par le Programme d'implantation de cultures couvre-sol sont que les producteurs convertissent des terres de cultures annuelles en cultures couvre-sol vivaces. Le financement par le programme de 15 dollars par hectare représente environ un quart du coût de la conversion des terres.</p> <p>Dans le cas de Prime-Vert, les producteurs doivent atteindre les objectifs du programme, y compris respecter les nouveaux Règlements définis par le Département de l'environnement dans la Loi sur la qualité de l'environnement. L'aide financière couvre 50 à 90 pour cent des frais admissibles jusqu'à un plafond dépendant du projet.</p>
<p>États-Unis – <u>Programme d'implantation de cultures couvre-sol</u></p> <p>Quels sont les types de cultures couvre-sol vivaces admises pour la conversion des terres cultivées?</p>	<p>Le Programme d'implantation de cultures couvre-sol spécifie que les producteurs doivent utiliser une culture vivace. Il n'existe pas de restriction quant à l'espèce à planter. Toutefois, les semences doivent être d'une qualité minimale correspondant à Canada Common No. 1 ou d'une qualité supérieure. Si les producteurs utilisent leurs propres semences, il doivent fournir un certificat d'analyse émanant d'un laboratoire agréé. Les végétaux bisannuels ne sont pas acceptés.</p>

République tchèque G/AG/N/CZE/46 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – <u>Programme de gel des terres</u></p> <p>L'Australie demande des précisions concernant le montant des versements par agriculteur; si le gel des terres est décidé par exploitation ou au niveau régional; le programme étant mis en œuvre au niveau régional, comment la superficie gelée est-elle ajustée si des agriculteurs n'appliquent pas la mesure; et quel est le mécanisme de contrôle permettant de s'assurer que les terres gelées sont utilisées à des fins autres qu'alimentaires.</p>	<p>Le montant des versements par agriculteur varie en fonction de la superficie de la terre gelée et de la nature des cultures pratiquées pour des fins non alimentaires. Les terres sont mises en jachère par exploitation, et non au niveau régional. La condition voulant que les terres retirées de la production dans le cadre de ce programme ne soient consacrées qu'à des cultures autres qu'alimentaires est fixée par le Décret gouvernemental n° 86/2001 Coll., qui prévoit l'obligation de présenter un certificat attestant que la culture est utilisée à des fins autres qu'alimentaires. Le versement n'est pas accordé lorsque cette obligation n'est pas respectée.</p>
<p>Nouvelle-Zélande – <u>Programme de gel des terres</u></p> <p>Comment ce programme respecte-t-il les dispositions de l'article 6:5 de l'Accord? Si ce programme semble prévoir l'obligation de geler une superficie déterminée de terre, les terres retirées de la production sont ensuite utilisées pour une production agricole d'une autre nature. En cela, le programme ne semble pas consister à limiter la production, mais plutôt à changer la production sur une partie des terres.</p> <p>Observation complémentaire de la Nouvelle-Zélande – L'article 6:5 est destiné à limiter la production totale et concerne le total des avantages que reçoit l'agriculteur du fait des subventions publiques. Que le versement soit pour des cultures alimentaires ou non ne fait pas de différence pour l'agriculteur.</p>	<p>Ce programme est conforme à l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture. Il a pour objectif de réduire la surface de production de denrées alimentaires tout en maintenant ces surfaces en culture avec des produits ayant des utilisations techniques ou énergétiques (colza, oseille, onagre) ou des cultures d'engrais vert (mélanges de légumineuses, oléagineux, ivraie annuelle, lupin et moutarde). Les terres retirées de la production ne doivent pas être dégradées ou envahies par les adventices ou la broussaille car cela entraînerait alors des frais de remise en état. En cela, le programme limite la production de produits agricoles alimentaires.</p>

République tchèque G/AG/N/CZE/46 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – <u>Programme d'aide dans les régions défavorisées</u></p> <p>Quels sont les facteurs qui ont conduit à désigner comme "défavorisées" les régions pouvant bénéficier de ce programme? Comment le versement par hectare répond-il aux prescriptions de l'annexe 2 paragraphe 13 e) et f), selon lequel les versements liés à la production doivent être effectués à un taux dégressif au-delà d'un seuil fixé pour le facteur considéré et être limités aux coûts supplémentaires ou aux pertes de revenus subis par les producteurs, et comment ces versements, fondés sur la production et accordés de manière continue, répondent-ils aux critères fondamentaux de l'annexe 2, à savoir que leurs effets de distorsion sur la production doivent être nuls ou minimes?</p>	<p>Les facteurs utilisés pour désigner une région comme défavorisée comprennent l'altitude, la pente, la productivité du milieu naturel (fertilité des sols), l'affaissement consécutif à une exploitation minière, la faiblesse des précipitations et la situation dans une zone de protection de la nature de grande échelle (parcs nationaux et zones de protection des paysages).</p> <p>Les régions défavorisées sont classées en fonction de leurs conditions pédologiques et climatiques, et des taux dégressifs sont appliqués au dessus d'un seuil, en fonction de ces conditions dans une catégorie donnée. Les versements sont aussi limités aux coûts supplémentaires qu'entraîne le travail de la terre dans ces régions. Les versements effectués dans le cadre de ce programme répondent aux critères fondamentaux fixés à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture car ils n'ont pas d'effets de distorsion sur la production. Les versements ne sont effectués que pour les zones de prairie permanente pour préserver l'emploi et éviter le dépeuplement dans ces régions.</p>

Communautés européennes G/AG/N/EEC/39 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – <u>Programme de restructuration et de reconversion de vignobles</u></p> <p>Étant donné que le Règlement des CE requiert explicitement la production des raisins faisant partie d'une liste spécifiée de variétés acceptables ("liste positive"), les CE sont-elles disposées à refaire correctement la notification de ce programme dans la catégorie orange? Dans l'affirmative, quand les CE renotifieront-elles le programme de restructuration et de reconversion des vignobles dans les mesures de la catégorie orange? Dans le cas contraire, les CE peuvent-elles justifier l'apparente incongruité entre les critères énoncés au paragraphe 11 e) de l'annexe 2 et les critères du programme de restructuration des vignobles imposant la production de raisins faisant partie d'une liste spécifiée de variétés acceptables?</p> <p>Observation complémentaire des États-Unis – Il est difficilement concevable, étant donné que les CE appliquent une "liste positive", que cela n'ait pas d'incidences sur la production.</p>	<p>Les CE ne considèrent pas que le choix d'un producteur exercé librement entre des variétés économiquement viables de raisin constitue "une indication quant aux produits agricoles devant être produits". Nous ne trouvons donc pas qu'il y ait une apparente incongruité avec les critères du paragraphe 11 e). De plus, les CE rappellent le titre du paragraphe 11 de l'annexe 2: "Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement". Les CE soutiennent que c'est exactement ce que réalise la mesure. Elle aide les producteurs à se reconvertir en abandonnant une production excédentaire pour se tourner vers des produits pour lesquels il existe une demande.</p>

Communautés européennes G/AG/N/EEC/41 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/Canada – <u>Paiements compensatoires pour les producteurs de riz</u></p> <p>En ce qui concerne le paiement compensatoire à l'hectare pour les producteurs de riz, l'Australie est déçue par le manque de transparence dans lequel les CE notifient leurs programmes. Elle demande des explications concernant les modifications apportées à cette mesure.</p> <p>Les CE cherchent à exempter des engagements le soutien accordé aux producteurs de riz. Or la notification EEC/41 ne montre pas comment le soutien satisfait aux critères pertinents. Sur quelles bases cette mesure peut-elle être considérée comme satisfaisant aux critères énoncés à l'article 6:5 a) i); quelle est la superficie fixe et quels sont les rendements fixes; et quelle signification faut-il attribuer au fait que sont mentionnées des "références fixes antérieures" plutôt que "une superficie et des rendements fixes"?</p>	<p>Les "références fixes antérieures" sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une superficie nationale de base fixe • un paiement compensatoire fixe par hectare fondé sur la réduction du prix administré et les rendements de périodes antérieures représentatives. <p>Les périodes utilisées pour le calcul des rendements étaient:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la moyenne de la période 1990/91 à 1994/95 après élimination des valeurs extrêmes, <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • la moyenne des années 1992/93, 1993/94 et 1994/95.

République slovaque G/AG/N/SVK/36 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande – <u>Versements compensatoires pour la production végétale</u></p> <p>S'agit-il d'une mesure ponctuelle ou, si elle est toujours en vigueur, comment cette mesure répond-elle aux prescriptions fondamentales selon lesquelles les effets de distorsion sur les échanges ou les effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimales? Les versements mentionnés dans cette notification semblent être liés à la production et la Nouvelle-Zélande suggère donc de déplacer cette mesure vers une catégorie appropriée de la catégorie orange.</p> <p>Observation complémentaire de la Nouvelle-Zélande – La Nouvelle-Zélande continue de penser que ces versements ont pour effet de soutenir les prix des différentes cultures et qu'ils devraient donc être dans la catégorie orange.</p>	<p>Selon l'avant-projet de loi sur le soutien interne en 2002, les versements en question ont été reconduits et le seront probablement dans les années à venir.</p> <p>Les versements compensatoires sont de deux types: ceux qui relèvent de la catégorie orange et qui sont liés aux ventes, et ceux qui sont accordés afin de maintenir la diversité de la production végétale. L'ensemble de paiements en question est accordé pour la culture de nombreuses espèces et le total des versements n'atteint pas des montants importants, par exemple au maximum 370 dollars EU par hectare ou 37 dollars EU par tonne.</p> <p>En réponse à cela, la République slovaque a déclaré qu'elle pourrait envisager de reclasser ce programme.</p>

Slovénie G/AG/N/SVN/24 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie – <u>Mesures visant à empêcher l'envahissement par la forêt</u></p> <p>Comment ces versements sont-ils effectués, et comment la mesure est-elle conforme à chacun des critères énumérés aux points a) à f) du paragraphe 13 de l'annexe 2.</p>	<p>Le régime des versements aux régions défavorisées est fondé sur la compensation des coûts supplémentaires de production ou de la perte de revenus subis par les agriculteurs produisant dans des conditions défavorables (pentes, altitude, période de végétation, vent, caractères pédologiques, etc.). Le soutien peut être obtenu par tous les producteurs qui remplissent les critères établis pour les régions défavorisées par le Décret sur les critères de détermination des zones offrant des possibilités réduites d'agriculture (JO RS 62/2000). Selon ce décret, il existe trois types de paiement concernant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les régions montagneuses et les collines escarpées (79,9 euros par hectare); • les collines, zones karstiques et autres régions qui présentent des facteurs limitant la production (53,7 euros par hectare) • les alpages (39 euros par hectare). <p>Les versements aux régions défavorisées sont fonction de la surface et leur montant est défini par hectare indépendamment de la nature de la production. À cet égard, il sont complètement découplés et ne sont liés ni à un type ni à un volume de production. Le montant total de ces versements était de 21 046 690 euros en 2002.</p>
	<p>De plus, six communautés locales (Destrnik, Gorenja vas - Poljane, Mirna peč, Škocjan, Zagorje ob Savi in Železniki) ont reçu un montant total de 66 060 euros pour empêcher l'envahissement par la forêt. Seuls les producteurs des régions défavorisées telles que définies dans le Règlement sur les critères de détermination des régions défavorisées (JO RS 62/2000) étaient admis à bénéficier de ces versements. Les versements étaient calculés en fonction de la surface (par hectare) et sans lien avec le type ou le volume de la production, qui n'en étaient pas des éléments de base. Leur seul but était d'empêcher l'envahissement des régions agricoles par la forêt.</p>

Notifications selon les tableaux ES:1 à ES:3

Norvège G/AG/N/NOR/40 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1, ES:2 et ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Argentine – Comment la Norvège fait-elle en sorte que 3 240 tonnes de fromage (19 394 tonnes dans ES:2 moins 16 154,2 tonnes dans ES:1) exportées en 2000 n'aient pas reçu de subventions à l'exportation?</p>	<p>Les prix à l'exportation des 3 240 tonnes de fromage en question sont égaux aux prix des produits correspondants vendus sur le marché intérieur. En outre, ces exportations n'ont reçu aucune autre forme de subvention au sens de l'Accord. Cela tient à l'obligation de notifier toutes les exportations, avec leur quantité et leur prix, à la Direction norvégienne de l'agriculture, qui procède à des contrôles pour s'assurer que les renseignements communiqués par les exportateurs sont corrects et conformes aux engagements pris par la Norvège dans le cadre de l'Accord.</p>

ANNEXE - DEUXIÈME PARTIE

Réponses tardives aux questions soulevées aux précédentes réunions

Notifications selon le tableau MA:1

<p style="text-align: center;">Chine G/AG/N/CHN/1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) (Voir G/AG/R/33, pages 14-15)</p>	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada – Demande de renseignements sur les critères auxquels doivent satisfaire les requérants pour "pouvoir justifier d'une situation financière saine".</p> <p>En quoi consiste l'examen annuel des entreprises? S'applique-t-il aux entreprises publiques et autres?</p> <p>Au titre du point b) iii) de la notification, "[l]e contingent tarifaire à l'importation pour le commerce général sera réparti en fonction des volumes pour lesquels les requérants ont présenté une demande, des importations antérieures, de la capacité de production ou d'autres critères commerciaux applicables, ou d'après le principe du "premier arrivé, premier servi". Comment l'approche utilisée pour une application spécifique est-elle déterminée? Si l'on a recours à une méthode différente pour chaque contingent tarifaire, quels sont les critères spécifiques utilisés pour attribuer chaque contingent?</p> <p>Dans la notification concernant les procédures d'attribution des contingents tarifaires pour 2003, établie par la Commission d'État pour la planification et le développement (Avis n° 4, 2002), la Chine a précisé de nouveau que ses contingents tarifaires étaient répartis en catégorie A (volumes pour la consommation intérieure) et en catégorie B (volumes pour la transformation et la réexportation). Pourquoi cette répartition n'est-elle pas indiquée dans la notification au titre du point c), en particulier pour chaque contingent tarifaire? Quelle est la méthode utilisée pour répartir les volumes des contingents entre consommation intérieure et transformation/réexportation? La Chine a-t-elle envisagé de mettre en place des variantes possibles des procédures d'attribution des contingents destinés à la transformation et à la réexportation, comme la délivrance de permis d'importation supplémentaires, afin d'assurer un niveau minimal et prévisible d'accès aux marchés?</p>	<p>"Pouvoir justifier d'une situation financière saine" s'entend des requérants qui doivent avoir des ressources financières normales et raisonnables, pouvoir assurer une production et une commercialisation normales et ne pas être excessivement endettés.</p> <p>Avec l'examen annuel des entreprises, l'Administration nationale de l'industrie et du commerce passe en revue les résultats de toutes les entreprises immatriculées auprès de cette administration selon les règles applicables, et vérifie si l'entreprise conduit ses affaires de manière licite. Cela vaut pour toutes les entreprises, qu'elles soient publiques ou non.</p> <p>Dans sa circulaire, la Commission d'État pour la planification du développement communique des renseignements sur la méthode et les critères spécifiques qui seront utilisés pour l'attribution des contingents tarifaires de différents produits. Les 4^{ème} et 6^{ème} circulaires ont été publiées le 30 septembre 2002 sous le titre, respectivement, de "Modalités de répartition des contingents tarifaires des principaux produits agricoles pour 2003" et "Modalités d'administration des contingents tarifaires de laine et de hauts en 2003".</p> <p>Les contingents tarifaires de catégorie B pour différents produits en 2002 sont les suivants: blé: 250 000 tonnes; maïs: 200 000 tonnes; riz: 150 000 tonnes; huile de soja: 200 000 tonnes; huile de palme: 100 000 tonnes; huile de colza: 100 000 tonnes; sucre: 600 000 tonnes; coton: 500 000 tonnes; laine: 84 500 tonnes; hauts: 32 000 tonnes. Les quantités gardées à l'avance pour les contingents tarifaires de catégorie B de différents produits ont été fixées par la Commission sur la base des quantités de produits réellement importées pour la transformation et la réexportation au cours des années précédentes. La méthode consistant à subdiviser les contingents en deux catégories est raisonnable. Nous n'avons pas de projet de changer cette façon de faire pour la répartition des contingents de catégorie B.</p>

Chine G/AG/N/CHN/1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) (Voir G/AG/R/33, pages 14-15)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Communautés européennes – La Chine pourrait-elle fournir, dans l'esprit de la demande présentée par le Conseil général (voir le document WT/L/384), un addendum à la notification selon le tableau MA:1 qui contiendrait, pour chaque contingent, des renseignements sur les références aux textes législatifs pertinents, ou des copies de ces textes?</p> <p>Japon – En ce qui concerne les importations de riz et de froment en 2002, quelles sont les quantités, par pays d'origine, qui ont fait l'objet de contrats jusqu'au 15 septembre (prière de ventiler ces renseignements selon qu'il s'agit de riz à grains courts et moyens ou de riz à grains longs)?</p> <p>S'agissant des importations contingentées, la Chine pourrait-elle fournir des renseignements sur les quantités pour lesquelles des entreprises commerciales d'État et des importateurs privés, respectivement, ont conclu des contrats pendant l'année en cours, jusqu'au 15 septembre et pour chaque produit? La Chine pourrait-elle aussi indiquer les taux d'utilisation des contingents importés par les entreprises commerciales d'État et les importateurs privés, respectivement?</p> <p>Conformément à la Liste de la Chine, si le détenteur d'un contingent n'a pas souscrit de contrats d'ici au 15 septembre pour la quantité totale de ce contingent, il sera tenu de restituer la part non utilisée du contingent à la SDPC (Commission d'État pour la planification et le développement), pour que celle-ci puisse la réattribuer d'ici au 1^{er} octobre. Quelles sont les quantités réattribuées à ce jour?</p> <p>Pourquoi des renseignements sur l'huile de soja, qui fait l'objet d'un engagement en matière de contingents tarifaires inscrit dans la Liste, ne figurent-ils pas dans la notification présentée sous la forme du tableau MA:1?</p>	<p>La Chine n'a pas une législation spécifique applicable à chacun des produits contingentés.</p> <p>À la fin d'octobre 2002, les importations de riz représentaient 165 000 tonnes et celles de blé 64 000 tonnes. Le riz provient principalement de la Thaïlande et le blé du Canada, des États-Unis et de l'Australie. Le riz importé est du riz à grains longs.</p> <p>À la date du 15 septembre 2002, les quantités pour lesquelles des entreprises commerciales d'État ont conclu des contrats pendant l'année en cours étaient les suivantes: blé: 15 000 tonnes; maïs: néant; riz: 20 000 tonnes, huile de soja: 126 000 tonnes; huile de colza: 4 500 tonnes; huile de palme: 220 000 tonnes; sucre: 600 000 tonnes; coton: 33 400 tonnes (redistribution à des entreprises privées de 70 000 tonnes de parts de contingents tarifaires non utilisées et restituées à la Commission.). Il n'y a pas de données chiffrées indiquant la répartition des taux d'utilisation des contingents entre entreprises commerciales d'État et importateurs privés.</p> <p>Le volume des contingents tarifaires redistribué se répartit par produit de la façon suivante: blé: 112 600 tonnes; riz: 62 100 tonnes; huile de soja: 334 000 tonnes; huile de colza: 85 000 tonnes; coton: 26 750 tonnes. Il n'y a pas eu de restitution de parts de contingents pour le sucre et l'huile de palme.</p> <p>L'huile de soja devrait figurer dans la notification selon le tableau MA:1.</p>

Chine G/AG/N/CHN/1 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1) (Voir G/AG/R/33, pages 14-15)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>États-Unis – Pour quelles raisons l'huile de soja n'est-elle pas mentionnée dans la notification?</p> <p>Où en est le processus de demande de licence pour les contingents tarifaires? Les négociants auront-ils accès aux contingents tarifaires de produits agricoles de la Chine dès le premier jour de l'ouverture des contingents de 2003?</p> <p>La notification selon le tableau MA:1 ne mentionne pas spécialement de prescription selon laquelle la Chine aurait réservé une partie des contingents tarifaires pour les entités qui transforment et/ou réexportent les produits importés dans le cadre de ces contingents, bien qu'une telle prescription ait été en vigueur. La Chine continue-t-elle d'exiger, dans son administration actuelle des contingents tarifaires, la transformation et/ou la réexportation de certaines quantités contingentées?</p>	<p>L'huile de soja devrait figurer dans la notification selon le tableau MA:1.</p> <p>La procédure à suivre pour demander un contingent est la suivante: les demandeurs de contingents de la catégorie A doivent remplir un formulaire de demande de contingent tarifaire de catégorie A pour l'importation de produits agricoles, qu'ils peuvent obtenir auprès des agences agréées par la Commission (ou qu'ils peuvent télécharger sur le site Internet). La documentation doit être établie conformément à l'article 3 de la circulaire 2002-4 de la Commission et présentée, accompagnée des formulaires de demande, aux agences locales compétentes agréées par la Commission entre le 15 et le 31 octobre 2002.</p> <p>Pour la catégorie B, les demandeurs doivent d'abord présenter leurs contrats de transformation au MOFTEC pour approbation, puis faire une demande de contingent en remettant le certificat de transformation délivré par le MOFTEC ou ses agences locales.</p> <p>Les contingents tarifaires pour 2003 seront appliqués à partir du 1^{er} janvier 2003.</p> <p>Le contingent tarifaire porte sur toutes sortes de produits importés et inclut des produits transformés. La Commission conservera donc une certaine quantité du contingent tarifaire de produits transformés en 2003 et le contingent sera attribué dans l'ordre des demandes.</p>

Notification selon les tableaux ES:1 à ES:3

Tunisie G/AG/N/TUN/25 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3) (Voir G/AG/R/30, page 49)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada – Mesures de réduction des coûts – Comment le soutien est-il accordé dans chaque cas (par exemple par une subvention de fret?); comment le versement est-il calculé?	<p>Les versements indiqués dans la deuxième colonne du tableau explicatif ES:2 concernant les subventions à l'exportation octroyées par les pays en développement pour réduire les frais de commercialisation des produits agricoles et agro-alimentaires consistent en versements:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le transport et le fret. Dans ce cas, ils prennent la forme d'une subvention forfaitaire couvrant une partie du coût du fret aérien. Ils sont acquittés sur présentation d'une facture. - destinés à compenser la différence entre le prix convenu avec l'acheteur et le coût de transformation du produit.

Appendice

Données communiquées par les CE en application de l'article 18:6 de l'Accord au sujet de la question de l'Argentine: Communautés européennes – Versements effectués dans le cadre de programmes de limitation de la production

Réponse à la question ii)

Hectare	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
Superficie de base	53 561 000	53 561 000	53 548 000	53 545 000	53 529 000	53 522 000
dont:						
Petits exploitants	13 797 000	13 374 000	12 553 000	10 140 000	9 951 000	12 513 000
Exploitations commerciales	37 055 000	38 743 000	39 925 000	40 626 000	40 644 000	38 531 000

Réponse à la question vi): Données relatives à la première année de pleine application des mesures arrêtées en 1992

Hectare	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
Gel des terres et jachère quinquennale	7 259 000	5 761 000	3 978 000	4 212 000	5 742 000	5 586 000

Réponse à la question x): Données relatives à la première année de pleine application des mesures arrêtées en 1992

Animal	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Droits à prime par vache allaitante	11 458 933	11 458 933	11 458 933	11 458 933	11 458 933	11 458 933
Primes versées	9 626 499	9 980 386	10 339 416	10 517 015	10 289 957	9 951 555
Droits à prime par bovin mâle	11 203 948	11 203 948	9 037 582	9 037 582	9 037 582	9 278 208
Primes versées, 1 ^{ère} période*	8 956 569	8 896 684	8 215 499	8 095 381	7 923 134	8 349 960
Primes versées, 2 ^{ème} période*	3 055 410	3 218 142	2 166 365	2 152 183	2 215 552	2 235 896
Droits à prime par brebis	79 164 000	79 164 000	79 164 000	79 164 000	79 164 000	79 164 000
Primes versées	71 874 000	73 919 000	78 983 000	78 876 000	78 544 000	76 555 000

* Deux versements au maximum par animal. La plupart sont abattus avant d'avoir atteint l'âge requis pour le second versement.